50¢

CITÉ LIBRE

XVe année No 77 MAI-JUIN 1965 NOUVELLE SÉRIE

L'avenir du Canada

OU GRANDIR OU MOURIR

par *André ROSSINGER*

LES FUREURS DE M. CLAUDE JODOIN

par *Jean PELLERIN*

LE CRIME ET LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

par *Naïm KATTAN*

ET DES TEXTES DE:

Maurice BLAIN • *Jean-Guy GAULIN*

Jacques de ROUSSAN • *Charles TAYLOR* • *Jacques TREMBLAY*

SOMMAIRE

XVe année, No 77
Mai-juin 1965

revue mensuelle

Comité de rédaction

Directeur :
Jean Pellerin

Rédacteurs :
Maurice Blain
Charles Taylor
Jacques Tremblay

Chroniques :
Yerri Kempf
Alain Pontaut

Collaborateurs :
Guy Fournier
André Lussier
Alice Parizeau
Gérard Pelletier
Pierre-E. Trudeau

Secrétariat :
Nina Bruneau
1420 ouest, Bernard
Montréal 8e
Tél. : 277-9131

•

Editeur propriétaire
Le Syndicat coopératif d'édition Cité Libre

Imprimé à Montréal par
Pierre Des Marais Inc.

Autorisé comme envoi postal
de deuxième classe
Ministère des Postes
Ottawa

Administration et
Vente d'anciens numéros :
Cité Libre
5090, rue Papineau
Montréal 34
Tél. 526-3361

Abonnement annuel : $3.50
Abonnement de soutien : $10

Vente au numéro :
Distribution Laval
590, boulevard Pie IX
Montréal — Tél. 527-2479

CITÉ LIBRE

NOUVELLE SÉRIE



pointes sèches

QUE FAIRE AU VIETNAM?

ON se complaît à dire que le président Johnson retourne à la politique de Roosevelt. Cette proposition revêt un tragique double sens. En politique sociale, c'est bien à Franklin que l'on retourne, mais en politique étrangère, c'est plutôt Théodore Roosevelt que l'on prend pour modèle. Car en effet, c'est Teddie Roosevelt qui, au début du siècle, donnait son nom à la politique dite du "big stick", politique faite d'interventions directes des "marines" dans les affaires intérieures des républiques latino-américaines.

Nous sommes devant un revirement d'envergure de la politique étrangère américaine. L'administration Kennedy était très soucieuse de ce qu'on appelle "l'opinion publique mondiale". Elle reconnaissait que les Américains ne sont ni seuls au monde ni tout-puissants. Washington a maintenant visiblement abandonné ce point de vue. Johnson se permet de traiter les chefs de deux des gouvernements les plus importants en Asie du Sud-Est, Ayub Khan et Shastri, comme de vulgaires écoliers. Il reporte unilatéralement leur visite à Washington à plus tard, prétextant un calendrier trop chargé, ce qui ne l'empêche pas pourtant de recevoir le président de la Corée du Sud! Le State Department provoque la colère de deux grands quotidiens japonais de droite, en disant qu'ils sont noyautés par le communisme. Et les "marines" s'ingèrent dans la guerre civile dominicaine de façon éhontée, tout comme aux bons vieux temps d'avant FDR.

Devant ce revirement de la politique américaine, la prudence du gouvernement Pearson va se révéler à la longue très imprudente. Car une puissance moyenne comme nous le sommes a tout intérêt à ce que le principe de la non-ingérence dans la politique intérieure d'autres pays soit respecté. Nous y avons tout à gagner. Nous ne craignons certes pas de voir les "marines" défiler un jour le long de la rue Dorchester, mais il y a plus qu'un moyen de s'ingérer dans les affaires d'un pays, et notre unique défense, réside dans une opinion mondiale éveillée et chatouilleuse sur cette question. Cette opinion-là, nous pouvons contribuer à l'entretenir; mais ce n'est pas en restant coi qu'on y arrivera.

Mais ceux qui auront à payer le plus douloureusement la nouvelle politique américaine, ce sont les Vietnamiens. Il s'agit là d'une guerre non seulement meurtrière, mais inutile. Inutile en ce sens que la guerre, les bombardements, les rafles, les accrochages ne changeront pas le cours de l'histoire. L'issue de la guerre est déjà connue. L'accord qui la sanctionnera est déjà prévisible à quelques virgules près, et ce, depuis longtemps, car les forces en présence n'en accepteront pas d'autre.

D'abord, il y a le fait que, laissé à lui-même, le Vietnam sera rapidement pris en main par Ho Chi Minh. Il ne s'agit pas ici d'un développement récent. Dès 1945, le Vietnam aurait appartenu à ce Ho Chi Minh qui avait organisé la résistance anti-japonaise, si les troupes britanniques et françaises n'étaient pas intervenues. En 1945, le même Ho se serait facilement emparé du pays si l'intervention des grandes puissances, par le truchement de la conférence de Genève ne l'avait pas arrêté au 17e parallèle. Le vieux Ho a vraiment beaucoup de patience, et quand les Américains, en pensant à lui, parlent d'agression communiste extérieure au Vietnam, il doit la trouver un peu forte.

Ce fait fondamental conditionne toute solution à l'imbroglio vietnamien. Il rend impossible la victoire d'un gouvernement anti-communiste et pro-américain. Un gouvernement de ce genre ne peut survivre que grâce à l'intervention militaire des États-Unis. Mais on doit faire intervenir ici un deuxième facteur qui conditionne également la solution éventuelle : c'est que les Américains ne peuvent pas se permettre une défaite humiliante au Vietnam. Ils y ont trop investi. On parle souvent de la théorie des "dominos" pour dire que la chute du Vietnam entraînera la perte du Sud-Est asiatique en entier au communisme. C'est un peu exagéré, mais il y a une parcelle de vérité là-dedans. Une défaite cinglante des Américains ferait certainement basculer la région dans la sphère d'influence chinoise. Aussi, si le Vietnam doit finalement tomber aux mains de Ho Chi Minh, cela doit se faire par étapes et sans fanfares, de façon à "sauver la face" des Américains.

Le troisième facteur, c'est l'intérêt de la Chine, dont le but principal est d'évincer les Américains complètement de la région. La Chine n'influence pas nécessairement la politique de Hanoï. Il semble, au contraire que Ho Chi Minh penche plutôt vers Moscou dans le différend qui déchire le monde communiste. Mais le poids de la Chine empêche les Américains d'intervenir massivement avec des fantassins en vue de liquider une bonne fois le régime de Hanoï. Si les Américains allaient céder à pareille tentation, ils provoqueraient l'intervention de "volontaires" chinois, et ils s'embourberaient, encore une fois, dans une guerre à la coréenne : interminable, coûteuse en vies et sans issue. Car la Chine est à court de tout, sauf de fantassins.

Ces trois facteurs : la puissance de Ho à la base et l'intérêt vital, tant américain que chinois, constituent une sorte de parallélogramme de forces qui détermine l'issue de la guerre. Si les Américains ne peuvent pas gagner, et s'ils n'acceptent pas de perdre (c.-à-d., livrer le pays tout simplement au Vietcong), il faut nécessairement en arriver à une solution intermédiaire, genre gouvernement neutraliste au Sud-Vietnam, groupant certains éléments du Comité de libération nationale (le Vietcong) et certains éléments qui collaborent au gouvernement actuel de Saïgon. Il y a de fortes chances qu'à la longue cette solution se révèle intérimaire et cède le pas à une réunification pure et simple avec le Nord, ce qui voudra dire que Ho gagne finalement la partie. Mais en passant par une étape intérimaire, on sauve la face des Américains et on donne aux communistes vietnamiens la chance de se distancer davantage des Chinois, ce que la pression américaine les empêche de faire actuellement. Un pareil compromis permettrait de sauver la face américaine d'autant plus facilement que la victoire des communistes ne serait pas une victoire chinoise.

C'est donc l'issue inévitable de la guerre, à moins ... Disons plutôt ceci : si l'histoire humaine continue, elle verra une solution de cette sorte à la guerre vietnamienne.

Mais alors, pourquoi la guerre continue-t-elle? Pour deux raisons. D'abord, affaire de sauver un peu mieux la face, et surtout, affaire d'impressionner l'opinion publique américaine, l'administration Johnson voudrait que les négociations soient entamées à la demande de Hanoï, par suite des bombardements au Nord-Vietnam. Ainsi, on pourrait dire : vous voyez, les agresseurs se sont désistés sous la pression de nos bombardements. Mais justement pour cette raison Hanoï ne veut

pas accepter de négocier tant que les bombardements se poursuivent. Nous sommes devant une de ces impasses diplomatiques qui ressemble étrangement aux querelles d'enfants. Il faut y trouver le même genre de solution artificielle. Lester Pearson l'avait trouvée quand il proposait que l'on suspende les bombardements pour permettre à Hanoï de "réfléchir" sur l'offre américaine de négociations. Ceci créerait une situation ambiguë que chacun des partis pourrait interpréter à sa manière. Mais le pauvre Pearson n'a fait que perdre quelques plumes, et il rejoint Ayub Khan, Shastri et de Gaulle dans l'ombre de la colère jonhsonienne.

Pourquoi ? Ici peut intervenir un deuxième facteur, beaucoup plus inquiétant que le premier. Il semble que certains éléments de l'administration cherchent un casus belli **avec la Chine afin de pouvoir l'humilier avant qu'elle ne développe un arsenal nucléaire. C'est une perspective ahurissante. Car qu'est-ce que cela peut représenter, l'humiliation de la Chine ? Ça ne peut pas être une victoire militaire au sol, car la Chine a une supériorité numérique écrasante. Ça ne pourrait être qu'un bombardement massif de la Chine, peut-être avec des armes nucléaires. Si l'administration de Washington envisage une aventure de cette sorte, il est temps que tous ses alliés fassent pression, et massivement, pour qu'elle revienne à la raison.** ★

C. T.

LYNDON JOHNSON, UN CAS TROUBLANT

QUAND les Américains sont allés aux urnes l'automne dernier, ils ont voté massivement contre la politique d'intransigeance que proposait Barry Goldwater, et ont porté au pouvoir, dans une proportion de près de 63 pour cent, Lyndon Baines Johnson, un homme qui leur paraissait beaucoup plus modéré et qui, au demeurant, jurait de poursuivre la politique libérale de John F. Kennedy.

En moins de 150 jours au pouvoir, le président Johnson a réussi à passer de la modération à l'extrémisme, et à imposer de force la politique dont le peuple américain ne voulait justement pas, et continue à ne pas vouloir. Les journalistes et les diplomates s'interrogent. Comment se fait-il qu'un homme qui a solennellement promis de s'en tenir à une politique de modération, se montre soudain plus militariste que Goldwater lui-même, et prend, sans parfois consulter personne, des décisions qui vont à l'encontre de l'opinion publique, à l'encontre de la grande presse, à l'encontre même des membres les plus influents de son propre parti ?

Les militaires seraient-ils enfin au pouvoir ?

On assiste à un spectacle vraiment intrigant. Celui-là même qui s'était engagé, sur la tête de Kennedy, à refléter le sentiment d'une *majorité* modérée aux Etats-Unis, semble soudain s'ingénier à ne tenir compte que du sentiment d'une *minorité* extrémiste. Des observateurs, en France surtout, se posent sérieusement la question de savoir si M. Johnson, par l'opération de combines obscures (et réglées avant même les élections), n'est pas en train de mettre son pouvoir incommensurable au service du « brain trust » militaire qu'avait pourtant magistralement harnaché son prédécesseur, de concert avec McNamara.

Le « brain trust » militaire aux Etats-Unis n'a jamais fait mystère de son extrémisme étroit et farouche. Il est en faveur de la parade et de l'intimidation : on eut l'incident spectaculaire (et orchestré dit-on) du golfe du Tonkin (avant la tenue des élections générales !). Il prône les représailles et l'escalade : on a eu les raids aériens massifs au Nord-Vietnam. Il recommande le recours à tous les moyens : on a eu les gaz. Il recommande la guerre totale : les « marines » et les parachutistes affluent au Sud-Est asiatique. Il rêve d'une destruction systématique et immédiate des arsenaux nucléaires de la Chine : les bombardiers à longue portée sont déjà à Danang. Il considère que les Etats-Unis doivent s'instituer gendarmes de la planète : les « marines » et les paras sont au Congo et à Saint-Domingue.

Etrange. Très étrange. Le président Johnson se découvre subitement des motifs pour faire exactement ce que veulent les militaires. Si son caractère — comme on verra plus loin — n'était pas de nature à expliquer bien des choses, on serait en droit de se demander s'il n'est pas en train de s'acquitter d'un engagement extravagant pris *in petto* avec les éminences grises du Pentagone — engagement qui lui aurait valu la victoire sans précédent qu'on sait.

Les modérés protestent

On nage en plein mystère. Les lieutenants les plus sérieux du président Johnson, notamment les sénateurs William Fulbright de l'Arkansas, Mike Mansfield du Montana et Wayne Morse de l'Oregon, semblent ne plus savoir sur quel pied danser. Le vice-président Herbert Humphrey est d'un mutisme surprenant, cependant que l'opinion la plus éclairée de la population commence à manifester son indignation.

Le sénateur Joseph Clark, démocrate de Pennsylvanie, dit que depuis le 1er janvier 1965, il a reçu 1,390 lettres et des pétitions portant plus de 500 signatures. Tous ces gens s'élèvent contre la continuation de la guerre au Vietnam. « Au cours de la même période, ajoute le sénateur, je n'ai reçu que 16 lettres en faveur de la politique actuelle. »

Les membres du Comité des relations extérieures au Sénat admettent, de leur côté, qu'au moment où Fulbright a proposé, le 23 avril dernier, un cessez-le-feu au Nord-Vietnam, plus de 90 pour cent des lettres reçues le lendemain appuyaient la proposition du sénateur. Par ailleurs, au Pentagone même — et c'est le *Washington Post* du 25 avril qui le signale — le courrier se prononçait dans des proportions s'établissant entre 70-30 et 60-40 contre la politique de Johnson, tandis que le courrier, dans d'autres services gouvernementaux, accusait un décalage encore plus grand.

Le sénateur Frank Church, démocrate de l'Idaho, a également avoué au Congrès que son courrier devenait très volumineux. « En une semaine, dit-il, je n'ai reçu qu'une lettre en faveur de la politique du président », et il précise : « mon courrier est maintenant de vingt à un contre la politique de Johnson, alors qu'il n'était que de dix à un il y a quelques semaines ».

En plus de cette opposition sénatoriale et épistolaire, il est à noter que la critique se fait de plus en plus virulente dans les quotidiens les plus influents du pays, notamment au *New York Times* (où gronde James Reston), au *Herald Tribune* et au *Washington Post*, une des importantes tribunes du très influent Walter Lippmann.

Dans une dépêche datée du 23 avril, le *Washington Post* notait que Johnson « éprouvait de plus en plus de difficultés à faire l'unanimité au pays et à l'étranger au sujet de sa politique de force », et en conséquence, « se créait une réputation de président retors et peu convaincant, voire même de politicien discutable et malhabile, dans le domaine de la politique internationale ».

Enfin, l'opposition s'accentue sur le plan diplomatique. Bien sûr, on n'en est pas encore aux dissensions ouvertes — encore que la France, l'Inde, le Pakistan et même le Canada aient certaines velléités de raidissement — mais il est évident que le malaise qu'éprouvent les peuples par rapport aux agissements des Etats-Unis sur la scène internationale se fait de plus en plus sentir aux Nations unies, à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), à l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) et à l'Organisation des Etats américains (OEA). Ces organismes internationaux commencent à se sentir profondément humiliés de se voir utiliser comme instrument de la diplomatie et de l'ingérence américaine un peu partout. Le truc est toujours le même. Les Etats-Unis s'engagent unilatéralement dans une aventure (Cuba, Vietnam, Congo, Saint-Domingue), et aussitôt, l'ONU, l'OTAN, l'OTASE ou l'OEA se voient placées devant le fait accompli, et devant l'obligation de faire front commun au nom de la solidarité . . . et en considération des dollars en jeu (pour ceux qui auraient envie d'être dissidents). Il s'agit, ni plus ni moins, d'un odieux chantage.

Diplomatie de la canonnière

On ne peut manquer de noter qu'une vague d'antiaméricanisme déferle actuellement sur le monde. Serait-ce là la conséquence du triomphe discret mais réel des militaires au Pentagone ? Difficile à dire. Serait-ce plutôt la conséquence d'un manque de savoir-vivre international de la part du président ?

Plusieurs journalistes américains ont fait état du caractère « texan » du président Johnson. Cette taquinerie explique plus de choses qu'on ne saurait croire. M. Johnson est un texan et il s'en vante. Ne faisait-il pas état, encore récemment, du fait qu'il se considérait comme « un bon cowboy ». C'est un fait qu'il s'est entouré d'un bon nombre de conseillers et de porte-parole également originaires du Texas.

On a souvent dit que les gens du Texas ont un caractère fort particulier. Ils sont fiers; ils sont riches. Ils représentent une grande puissance économique : celle du pétrole.

On a dit aussi que le Texan a conservé la mentalité du pionnier laborieux et tenace. Il se défie du libéralisme casse-cou des mentors qui, dans les Etats du nord et notamment en Nouvelle-Angleterre, dominent la nation par le truchement de ce qu'on appelle là-bas l'*Eastern Establishment*. Aucun obstacle ne saurait résister à un Texan. Il a la bonne conscience des gens du Sud; il tient à avoir raison, persuadé qu'il est, sans doute, lui aussi, d'être « en possession tranquille de la vérité.» Le Sud est demeuré fidèle à la tradition, alors que le nord s'est perverti au contact des « intellectuels » et des « immigrants ».

M. Johnson n'a peut-être pas tous les défauts qu'on prête aux gens du Texas, mais il semble en avoir du moins conservé des caractères. James Reston brossait du président un portrait saisissant dans le *New York Times* du 6 mai '65. C'est certainement un bourreau de travail, dit-il. Il veut réussir à tout prix et il semble n'avoir confiance qu'en lui-même. En esprit, il est de toutes les expéditions militaires : aux manettes de commande des bombardiers au Vietnam, ou encore sur la première ligne de feu des « marines » en République dominicaine.

Sa vision du monde est simpliste. Il obéit à ses impulsions. Ses décisions, il ne les prend pas au Conseil national de sécurité. Il se contente, bien souvent, de téléphoner à Dean Rusk, McNamara ou McGeorge Bundy. Ces derniers ne peuvent rien faire d'autre que d'opiner du bonnet, et le sort en est jeté. Parfois, il ne mettra au courant de ses « secrets » que le seul vice-président Humphrey, car il faut dire que le Président Johnson a la manie du « secret » d'Etat. Reston va jusqu'à dire que, dans le cas de Saint-Domingue, Johnson n'a conféré avec personne, tout convaincu qu'il était d'être en présence d'un autre Cuba. Très souvent, il fait des déclarations hâtives, et deux jours plus tard, il est obligé de se dédire. Ses vieux amis au Sénat, souligne encore Reston, ne savent plus que penser. Ils se rendent compte que Johnson n'est pas un chef qui dirige, mais un politicien ombrageux qui cherche à manipuler ses collègues.

On a visiblement affaire à un homme imprévisible — un homme qui est probablement conscient de ses lacunes en matière de politique internationale. Ses critiques disent qu'il manque de vision. Comme il ne peut s'appuyer sur une pensée et une information précises, ajoutent-ils, il se rachète en se livrant à l'action — et, à ses yeux, l'action doit être rapide et spectaculaire. En conséquence, les risques de dégâts sont toujours grands, inutiles et irréparables.

Johnson est de plus en plus critiqué par les journalistes de la galerie de la presse à Washington. « En général, dit Joseph Alsop, les présidents sont passablement intraitables dans leurs relations avec la presse, mais Johnson est pire que les autres. »

« Il n'arrive pas à comprendre, dit un journaliste, comment un reporter puisse se permettre de critiquer après avoir été invité au Ranch (i.e. : le Ranch de M. Johnson au Texas) ». Un autre journaliste a comparé les rapports que M. Johnson entretenait avec la presse à un organiste qui se mettrait en colère contre son instrument parce qu'il a joué une fausse note. (Cf. *Life,* 7 mai '65).

La « démocratie libérale »

Aucun doute possible, le Président Johnson est en train de s'aliéner, non seulement la confiance des journaux les plus influents de son pays, mais encore la classe universitaire et étudiante et une partie impressionnante de l'opinion publique américaine. Et pourtant, il ne semble pas homme à vouloir revenir aux positions modérées et libérales qu'il avait promis de tenir.

Le phénomène a de quoi surprendre, mais il n'étonne toutefois que ceux qui ignorent les véritables structures d'une démocratie de type libéral. Dans une démocratie de ce genre, le peuple a l'impression que c'est sur lui que se fonde l'autorité politique de la nation. Le fait d'aller aux urnes tous les deux ou quatre ans renforce cette impression. Mais en fait, dans une démocratie de type libéral, c'est une infime « élite » industrielle et financière qui mène. Cette élite a en main la majeure partie de l'économie de la nation; c'est elle qui paye la note des campagnes électorales, et qui, par conséquent, a la haute main sur les initiatives importantes des « élus » du peuple.

Aux Etats-Unis, comme dans la plupart des pays du monde d'ailleurs, ce n'est pas l'opinion publique qui détermine les grandes initiatives politiques et militaires, mais bien plutôt les intérêts des trusts et des puissants groupes de pression. Ces groupes de pression cherchent à tirer parti, le plus possible, de la « crèche » sans fond qu'alimentent d'astronomiques budgets annuels de défense. Or, il arrive que les militaires haut gradés aux Etats-Unis sont, à la fois, membres des bureaux de direction des grands trusts, et « mentors infaillibles » au Pentagone.

Dans la vie de tous les jours, on dit : « cherchez la femme ». En politique, il faut dire : « cherchez le trust ». Il est démontré que le grand trust s'enrichit surtout à la faveur du sous-développement. Or, pour que le sous-développement se maintienne, le trust a besoin que des valets conservent le pouvoir dans les pays d'où il reste possible d'obtenir, à bon compte, main-d'oeuvre et matières premières. Pour y parvenir, on a recours à un vieux truc. Aux Etats-Unis, ce truc s'appelle la politique du « bâton et de la carotte » — on somme l'âne de se contenter de la carotte, sinon le bâton s'abattra sur son derrière . . .

Tant que le peuple reste ignorant de son sort, la « carotte » fait merveille. Mais un jour vient où il prend conscience de sa dégradante servitude. Ce jour-là, le trust s'énerve. Il n'a pas de mal à mettre en branle le processus du gros bâton. Le pouvoir politique (qui lui est soumis) dépêche dare dare des troupes là où le « système » est en danger; les tripoteurs de l'information et les politicailleurs agitent avec indignation le spectre du communisme, et voilà : le tour est joué. Une nouvelle guerre « de religion » éclate, et l'opinion publique — si éveillée et si réticente soit-elle — n'a plus qu'à en subir les conséquences.

Les Etats-Unis, après l'empire français et l'empire britannique, prennent la relève d'un impérialisme indestructible et impénitent. Les affairistes du « système » agitent partout la « carotte », cependant que les militaristes profiteurs brandissent, à qui mieux mieux, le « gros bâton ». Mais, comme il arrive toujours, la carotte finit par paraître trop petite, et le bâton trop gros, aux yeux des peuples qui ont envie d'abandonner la démocratie « libérale » pour essayer autre chose.

La chasse aux sorcières

Aux Etats-Unis, cet « autre chose » a invariablement les traits d'une méchante sorcière. L'*Establishment* politico-militaire affecte d'ignorer que des millions de gens sur terre peuvent avoir envie de vomir le vieil ordre établi, sans pour autant être des communistes. Qu'à cela ne tienne, cependant, l'*Establishment,* dès que ses intérêts sont menacés, met tout en oeuvre pour que la réaction ait l'air d'une croisade des bons contre les méchants. Les bons sont ceux qui n'ont pas d'idée et qui s'en f . . . Un porte-parole de la Maison blanche déclarait à Georges Chaffard l'autre jour : « Ceux qui, à Saigon ou dans le maquis vietcong, croient interpréter notre opinion nationale en lisant entre les lignes le *New York Times* ou les éditoriaux de Walter Lippmann se trompent. » (Cf *L'Express* 3-9 mai '65). A preuve qu'en démocratie « libérale », la seule « opinion nationale » qui compte est celle des pauvres types qui ne savent pas ce qui se passe et qui, d'ailleurs, n'ont aucun moyen de faire entendre leur voix. Le système a intérêt à maintenir le sous-développement démocratique tout autant que le sous-développement économique, aussi, exalte-t-il le crétinisme intégral. Il commence par museler la presse, puis, il dénonce les universitaires, les étudiants, les intellectuels bref, tous ceux qui ont des idées personnelles. Il étiquette de « communistes », de « castristes » ou de « maoistes » tous ceux qui mettent en doute l'infaillibilité des clichés officiels.

C'est exactement ce qui est en train de se passer chez nos malheureux voisins du sud où, selon Lippmann, le président est en grande tentation de « contester à quiconque le droit de différer d'opinion avec lui . . . la seule attitude véritablement patriotique et sûre consistant à suspendre tout débat pour se rallier autour du président » (*Newsweek,* 15 mars '65).

M. Dean Rusk est parti en guerre contre les universitaires. Il délègue, à droite et à gauche, des « escouades de vérité » (truth squads) dans le but d'imposer un « consensus » officiel. Les éditorialistes stipendiés de la chaîne de journaux Hearst, de même que les grands périodiques de propagande officielle que sont *Life* et *Time* commencent à voir des sorcières partout. On essaye de discréditer et d'avilir, aux yeux de la masse, l'opinion des grands journalistes et des grands diplomates. On ridiculise toute opposition et on en minimise l'importance. C'est ainsi que débute toute guerre « de religion ».

Finie la vulgaire politique; les théologiens militaristes sont au pouvoir. Nous sommes désormais promis à un terrible et (espérons-le) définitif assaut du néo-mecarthysme aux Etats-Unis. ★

J. P.

LA LEÇON DU PETIT FRÈRE LAHAIE

LE petit frère Lahaie disait : « Mes enfants, regardez Hitler. Il faisait le mal, oui, mais il avait beaucoup de volonté, il travaillait beaucoup et il exigeait beaucoup de ses collaborateurs. Aussi a-t-il réussi à mettre toute une nation dans le rang. Oh ! si nous avions, nous aussi, cette énergie et cette volonté ! Nous pourrions enrôler toute la nation, construire une Cité catholique et nous délivrer du mal ! » — La fin justifie les moyens, n'est-ce pas ? Les moyens d'Hitler furent efficaces : sanctifions-les.

Mais un petit vieux, qui avait vu déjà la misère humaine, de dire : « Que construisons-nous avec les méthodes d'Hitler ? Des camps d'extermination, une chasse-aux-sorcières ou une Sainte Inquisition. Le reste, c'est du rêve. La réalité de ces moyens, c'est la violence faite aux hommes. Qu'importe la fin invoquée pour justifier les moyens, puisqu'il ne reste, dans la vie humaine, que les moyens, non la fin."

Le frère Lahaie a tiré, de son opinion sur la fin et les moyens, une méthode pédagogique. Les méthodes pédagogiques sont à la mode, en ces temps-ci. Auparavant, chaque instituteur avait sa manière; maintenant, il a sa méthode pédagogique. Le moindre geste d'un enseignant, si l'on s'avise d'y faire une publicité en bien ou en mal, devient une méthode pédagogique. A plus forte raison, les idées sur les hommes et la vie ne sont-elles plus des idées, mais des méthodes pédagogiques. Et la réalité historique du fascisme, elle aussi, peut devenir une méthode pédagogique.

Le bon frère Lahaie, donc, a tranquillement appliqué sa méthode hitlérico-pédagogique, pendant six mois, au sein de l'énorme machine qu'est la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM), sans être inquiété.

Mais un journaliste a fourré son nez là-dedans et, mêlant Hitler-réalité-historique à Hitler-méthode-pédagogique, fit, de cette salade, un petit scandale. Le bon frère en perdit sa tranquillité, la CECM sursauta, et les responsables de la situation furent punis. La punition fit scandale à son tour, la CECM sursauta à nouveau, et entreprit une nouvelle enquête.

Un malin, — on le voit facilement —, pourrait imaginer une suite infinie aux mésaventures du frère Lahaie et de sa méthode pédagogique.

* * *

Deux choses m'étonnent dans cette histoire. C'est d'abord qu'il ait fallu une intervention extérieure pour éveiller la CECM, c'est ensuite le fonctionnement de la machine une fois éveillée.

Notons d'abord que la CECM est réputée pour la rigueur de ses systèmes de contrôles. C'est une maladie d'ailleurs qui affecte l'ensemble de notre système d'enseignement. Je vous le dis sans craindre de me faire taper sur les doigts, puisque je peux vous servir l'argument d'autorité. Des messieurs très importants, en effet, l'ont affirmé avant moi : voyez le *Rapport Parent*, deuxième partie, paragraphe 162. « *Un régime excessif d'examens et de contrôles* ». Non seulement il y a des contrôles, mais il y en a en excès. Cela est vrai particulièrement de la CECM : à cause de son énormité, le développement (incontrôlé, lui) de son fonctionnarisme est cancéreux.

Pendant six mois, pourtant, le frère Lahaie a appliqué des méthodes que la CECM devait répudier férocement par la suite. Et ce ne sont pas les contrôles de la CECM qui ont fait sortir le chat du sac, ou plutôt la croix gammée de l'école.

A quoi servent les contrôles ? On les justifie officiellement en disant que les commissions scolaires sont responsables de la formation des enfants, qu'elles doivent veiller au bien de leur âme que l'on ne peut pas tout laisser faire dans l'enseignement, etc. Mais dans la pratique, les contrôles sont inefficaces quand il s'agit de la valeur d'un enseignement. Leur efficacité est totale seulement dans les choses insignifiantes : statistiques, respect des horaires, intensité des bruits lors d'un chahut. Ce qui est scandaleux, ce ne sont pas les procédés saugrenus du frère Lahaie, c'est que les « excès de contrôles » aient passé pendant six mois à côté de ce genre de problème. Il serait naïf de croire qu'il ne se glissera pas, de temps en temps, dans la tête de quelques milliers d'instituteurs, des idées saugrenues. Mais il serait bien plus naïf de croire que les « excès de contrôles » contrôlent les idées.

Le chronomètre, les statistiques, les pourcentages; 80% en mathématiques, 50% en français, 60% en religion, voilà le monde dans lequel le fonctionnaire et ses contrôles ont leur efficacité. En dehors de cela, le fonctionnaire est perdu. Il est perdu si vous lui parlez de la formation de l'esprit, du respect de la conscience ou tout simplemnt de la compétence (à moins que « compétence » signifie 80% en pédagogie sur un diplôme officiel). La méthode pédagogique du petit frère Lahaie est de ces choses qui échappent aux contrôles dont le but, à ce qu'on dit, est de veiller à la bonne marche de nos écoles.

* * *

Cependant, nous nous instruirons davantage sur la bonne marche de nos écoles, en considérant les réactions de la CECM devant les interventions de la presse dans la vie du petit frère Lahaie.

Le frère Lahaie est un instituteur sans expérience. On lui confie, comme il se doit, une classe de trente enfants. Cependant, rien n'est prévu pour lui venir en aide au besoin. A quoi servent les directions d'études, les conseillers pédagogiques, les inspecteurs ? A surveiller le chronomètre et à accumuler des statistiques, comme nous avons dit. Qui est responsable des erreurs du frère Lahaie ? Lui-même, certes, mais combien plus le système dans lequel il travaille. Un système qui est capable d'écraser, mais jamais d'aider.

Pourtant, l'intervention des journaux n'a pas autrement inquiété les officiers de la CECM. Ils se sont contentés, après avoir joué la comédie de l'enquête, de jeter tout le blâme sur la tête des prolétaires de leur système. L'ont-ils fait par esprit de justice ? Evidemment non. Ils l'ont fait parce qu'ils voulaient avoir la paix, parce que ça les dérangeait que l'on parle d'eux sur la place publique, parce qu'ils avaient besoin du silence pour continuer à fonctionnariser. La justice à rendre à un jeune homme ne compte pas quand il s'agit de la tranquillité de la machine.

J'exagère ? Considérons plutôt la suite de l'histoire. Les sanctions prises contre le frère Lahaie provoquèrent à leur tour une discussion sur la place publique. Si la CECM avait été sûre de la justice de ses décisions, elle aurait pu laisser dire. Mais elle voulait seulement faire taire la rumeur publique. C'est pourquoi, elle annonce de nouvelles mesures : une enquête sérieuse !

Qu'arrivera-t-il ensuite ? Je ne sais pas. Ce que je sais, cependant, c'est qu'il y a encore bien des procédures que peut suivre la machine, avant d'être acculée à un examen de ses propres responsabilités. Le plus sûr moyen d'éviter l'autocritique, — je ne le dis pas pour instruire les officiers de la CECM, ils connaissent leur métier —, c'est d'organiser une enquête très, très importante, avec une grosse mise en scène; puis de recevoir très dignement un rapport très, très épais, avec beaucoup de choses dedans, des choses qui éclatent de tous les côtés, en avant et en arrière, à droite et même à gauche. Cela est un peu onéreux, certes, mais, dans les problèmes importants, cela s'est toujours avéré ren-

table : les officiels détiennent alors, et pour longtemps, la réponse magique à toutes les questions : « Un comité spécial étudie les recommandations et nous fera rapport bientôt ».

* * *

Au mois de septembre dernier, le bon frère Lahaie aurait parlé cinq minutes avec un représentant compétent de la direction des études de la CECM, et il serait encore à sa tâche, apprenant, sans commettre de graves erreurs, un difficile métier. Au lieu de cela, il a fait des sottises, puis il a servi de bouc émissaire à une machine sans âme.

Je ne sais pas comment ses élèves ont reçu la leçon du petit frère Lahaie. Mais je crois que le petit frère, lui, a eu sa leçon. Il sait maintenant que les hommes ne se délivreront pas eux-mêmes du mal, puisque le mal peut avoir parfois le visage d'une institution aussi honorable que la CECM. ★

J. T.

DÉMOCRATIE SCOLAIRE

LES autorités du Protestant School Board of the Greater Montreal trouvent décidément bien pénible la mise en marche, encore timide, de notre démocratie en matière de finances scolaires.

En effet ne viennent-elles pas d'inscrire à l'Assemblée législative un projet de loi qui demande de limiter aux seules commissions scolaires catholiques de la région de Montréal l'application du système de péréquation. (Nous avons longuement analysé — CITE LIBRE, No 70, octobre 1964, la fonction capitale de la péréquation financière dans la réforme de l'enseignement).

Réactionnaire dans son principe et inique dans ses conséquences, la mesure paraît poursuivre une triple fin :

a) Dans l'immédiat, empêcher la reconduction du Bill 139, voté le 17 juillet 1964. (Le compromis de perception et de distribution fiscales, entre le PSBGM, la CECM et les autres commissions scolaires de la région de Montréal, ne valait que pour une année.)

b) A long terme, faire échec à une politique coordonnée de planification en matière de services et de coût de l'enseignement, entreprise par le Ministère de l'Education dans la région de Montréal, à titre d'expérience-pilote, pour l'étendre par étapes à toute la Province. (Les desseins de M. Gérin-Lajoie, lors de la négociation qui précéda l'adoption du Bill 139, ne permettaient aucune équivoque : cette politique était claire et ferme.)

c) Enfin et surtout, consolider, par une loi d'exception, la théorie des "privilèges acquis" — une mauvaise plaisanterie juridique — qui ne fait que déguiser une évidente injustice sociale, et s'efforce de court-circuiter les conclusions probables du troisième rapport de la Commission Parent, sur la confessionnalité et le financement scolaires, et celles de la Commission Bélanger sur la fiscalité au Québec.

En l'an II du Ministère de l'Education, cette lutte d'arrière-garde pourrait n'être que ridicule si elle était moins mesquine, et ne cachait en réalité un refus de s'engager loyalement dans la réforme en cours de l'enseignement.

Déjà le nouveau projet de loi du PSBGM constitue un désaveu flagrant du principe publiquement admis de la péréquation, et la dénonciation unilatérale d'un pacte juridiquement provisoire et limité, mais moralement permanent et politiquement irréversible. Mais ses conséquences vont bien au-delà du règlement d'une querelle déjà ancienne autour du partage de la taxe des neutres.

Il ne s'agit rien moins que de maintenir en place par des différences arbitraires de confessionnalité, le traditionnel et funeste cloisonnement d'un système scolaire bicéphale, c'est-à-dire de pratiquer, par le biais d'une autonomie financière profitable, une sorte de sécession statutaire à l'intérieur du régime des institutions, sécession qui permettrait à tout le secteur protestant de conserver intact le bastion surprivilégié qu'il occupe en fait dans une société dont il profite, mais dont il refuse les normes de plus en plus impératives de démocratie.

Encore une fois se vérifie l'hypothèse selon laquelle l'usage de la confessionnalité, dans notre système, demeure l'obstacle majeur à l'instauration de l'égalité dans le statut de l'école publique.

La CECM touche au fond du problème quand, pour justifier sa politique de transformer le compromis du Bill 139 en péréquation intégrale, elle invoque l'argument de "déconfessionnalisation de l'impôt scolaire".

Pour l'autorité du Ministère de l'Education, pour le succès de la planification scolaire, pour le respect d'une démocratie réelle, l'enjeu est de taille. Que le gouvernement Lesage, déjà fort des raisons de l'élémentaire, de la stricte justice, n'adopte pas sur cette question une attitude très ferme paraît inconcevable. Car non seulement il renierait un engagement formel du Premier Ministre, mais saborderait lui-même un des instruments essentiels de son pouvoir réel en éducation. ★

M. B.

OU GRANDIR OU MOURIR

par *André* **ROSSINGER**

I — LES DONNÉES FONDAMENTALES DU PROBLÈME

LES Canadiens français revendiquent ce que les Canadiens anglais revendiqueraient s'ils étaient à leur place. Toutefois, ces derniers n'auraient pas attendu si longtemps. Sans le dire, mais d'une façon têtue, les Canadiens anglais s'opposent à tout changement qui affaiblirait leur pouvoir de décision. S'ils étaient dans la même situation, les Canadiens français feraient la même chose mais probablement avec plus de ferveur et de passion.

Vues dans cette perspective, ces prémisses pourraient fort bien introduire certains éléments d'objectivité morale dans le dialogue. Au demeurant, il importe d'examiner les épineuses questions auxquelles le Canada doit faire face présentement, non seulement au microscope, mais également au téléscope. Plus on apportera de soins à cette tâche, mieux on comprendra que les soi-disant « problèmes des Canadiens français » sont également, et peut-être davantage, ceux des Canadiens anglais, et que ces problèmes se rattachent foncièrement à des causes politiques passées et actuelles.

De quelle manière des forces externes et internes ont-elles contribué à façonner le Canada ?

Pourquoi la configuration économico-politique du Canada a-t-elle la propriété d'engendrer des conflits ?

Telles sont les questions qu'entend poser le présent article en vue de retracer les racines profondes de la crise qu'affronte le pays.

Des réalités nouvelles

L'histoire a transformé le Canada au cours des derniers vingt-cinq ans. Elle a déterminé les milliers de réalités nouvelles qui conditionnent les rapports du pays avec le reste du monde. Elle a provoqué des changements radicaux dans les structures économico-sociales, de même que dans l'armature politique. Ces changements, en retour, ont amené les différentes couches de la population canadienne, non seulement à en prendre conscience, mais à en mesurer les effets sur les structures nouvelles et sur les destinées de la nation.

Le Canada est en ébullition parce que la réaction en chaîne déclenchée par ces changements pose une question fondamentale qui appelle une réponse à court terme : « Où va donc le Canada ? Quelle est sa destinée ? S'agit-il pour lui de se transformer en une nation adulte, ou de continuer à subir les effets d'une érosion qui le mène tout droit à son auto-destruction ? »

L'évolution d'un pays aujourd'hui est influencée non seulement par des événements historiques déterminés, mais encore par la maturité dont savent faire preuve les gens en face de ces événements. Si l'on applique ce principe au Canada contemporain, il faut reconnaître que la crise actuelle n'est pas uniquement causée par les Canadiens français. En réalité, il s'agit d'une crise nationale qui, bien que traversée par nombre de courants secondaires, se résume en deux données majeures : l'une impliquant les Canadiens d'expression anglaise, et l'autre, ceux d'expression française.

La principale différence entre ces deux données réside dans le fait que les Canadiens français sont plus intensément conscients de la crise nationale et de ses répercussions sur eux. Ils ont un sens plus aigu de l'obligation qu'il y a d'apporter des correctifs et, en conséquence, sont plus prêts à discuter entre eux et avec les autres Canadiens des solutions de rechange possibles.

Quelle serait donc la caractéristique la plus importante des changements survenus au Canada ces dernières années, si ce n'est l'avènement d'une seconde révolution industrielle opérée à l'enseigne d'événements internationaux exceptionnels, et exerçant une influence politique et économique non moins exceptionnelle à l'intérieur du pays.

La première révolution industrielle s'est produite au Canada durant le dernier tiers du 19e siècle, et au hasard des rivalités historiques anglo-américaines qui, sur le plan politique, ont provoqué la création de la Confédération canadienne, et sur le plan économique, la construction d'un

chemin de fer transcontinental. Ces initiatives ont donné une impulsion solide à une certaine intégration administrative, à un Etat, mais n'a posé que de faibles jalons dans le sens d'une identité nationale à base de deux cultures importantes, l'anglaise et la française.

II — EMPRISE DES CAPITAUX AMÉRICAINS SUR LE CANADA

C'est dans le contexte de la deuxième guerre mondiale, de la guerre de Corée et de la guerre froide que s'est inscrite la deuxième phase de la révolution industrielle au Canada. Ces événements ont fait que la société canadienne, fondamentalement agricole jusque là, est devenue fondamentalement industrielle. Durant la deuxième grande guerre, les autorités fédérales se sont servis de l'Etat comme levier de l'industrialisation; ils ont mis à profit les impôts des contribuables pour financer des industries et des entreprises d'équipement, lesquelles ont été cédées par la suite, à prix coûtant, à des intérêts privés. La plus grande vague d'industrialisation s'est produite au cours de la première période de la guerre froide, soit entre 1947 et 1959, et elle a été financée par des capitaux provenant surtout des Etats-Unis, notamment d'entreprises pétrolières, de minérai de fer, d'uranium et autres métaux rares, d'automobiles, d'industries chimiques, d'accessoires électriques, de pâte et de papier. Cette vague en a créé une autre de moindre ampleur, mais qui a donné naissance à des industries primaires et secondaires appartenant, celles-là, à des intérêts canadiens mais qui devaient plus tard, soit disparaître, soit être progressivement absorbées par des entreprises américaines.

Des chiffres éloquents

Selon « Business Week », numéro du 2 novembre 1963, l'investissement direct de capitaux des Etats-Unis au Canada « s'établissait à un peu moins de $5 milliards durant les années '30 et jusqu'après la dernière guerre mondiale. Aujourd'hui, il se chiffre à $18 milliards, montant qui représente les trois-quarts de tous les investissements étrangers au pays. Avec 60 pour cent de son industrie manufacturière aux mains des étrangers, le Canada se classe premier parmi les nations industrialisées à avoir une telle proportion de propriétaires absentéistes. »

Une autre publication américaine, « Fortune », dans son numéro de décembre 1963 écrit : « Le pays qui, de loin, a reçu la plus grosse part des investissements américains est le Canada, un pays que les compagnies américaines considèrent comme une extension de leur marché domestique. »

Le « Business Week » du 22 juin 1963 est encore plus catégorique. Citant des chiffres obtenus de sources canadiennes, la revue précise qu'en 1959, « 98 pour cent de l'industrie du caoutchouc, 97 pour cent de l'industrie de l'automobile, 81 pour cent des fabriquants d'appareils électriques et 77 pour cent de l'industrie chimique étaient dirigés de l'extérieur » au Canada.

Selon l'hebdomadaire canadien « Financial Post », livraison du 8 février 1964 : « En seulement cinq ans, soit de 1959 à 1964, 143 entreprises canadiennes sont passées aux mains des étrangers — des Américains pour la plupart. »

Dans la « Gazette » du 25 avril 1963, on relate les faits révélateurs que voici : « La dette internationale du Canada (moins les créances) était de $3.8 milliards en 1949, de $16.9 milliards en 1960 et de $19.2 milliards en 1962. Le service de cette dette, c'est-à-dire, le prix net des intérêts et dividendes versés aux actionnaires étrangers s'est élevé à $307 milliards en 1949 et à $570 milliards en 1962 . . . Si la proportion actuelle de dépendance de l'industrie canadienne sur des fonds étrangers se maintient, il est possible que la dette internationale s'élève à $25 milliards en 1968, ce qui veut dire une augmentation de $1 milliard dans les frais d'administration de la dette. »

Le 29 juin 1964, la même « Gazette » rapportait les paroles du ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Mitchell Sharp, qui soulignait « les effets de l'emprise et du contrôle sur une haute échelle de l'industrie canadienne par les étrangers, de même que les effets limitatifs possibles que peuvent avoir les pratiques mises en oeuvre par les succursales des compagnies américaines, par rapport à l'expansion des ventes sur le marché des Etats-Unis. Le conflit que risquent d'entraîner le désir qu'a le Canada de développer davantage son industrie et sa lourde dépendance des produits manufacturés de l'étranger s'est accru, au cours de la dernière décennie, du fait de la croissante disproportion dans ses échanges de produits et de services avec le reste du monde. Sur ce chapitre, le décalage avec les Etats-Unis ces dernières années a joué entre $1 et $1 milliard et demi annuellement, et semble constituer le noeud de toute la question de la balance défavorable avec le reste du monde. »

Industrialisation ratée

La caractéristique unique — et stupéfiante — de la seconde révolution industrielle au Canada n'est pas l'apport, mais l'apport inconditionnel des capitaux étrangers au Canada. Dans leur

phase initiale d'industrialisation, les Etats-Unis et plusieurs autres pays ont eu recours au capital étranger, notamment sous forme d'emprunts à long terme ou de prêts remboursables, mais la propriété légale et proprement dite des entreprises est demeurée entre les mains des nationaux. Dans le cas d'entreprises à propriété mixte, la loi prescrit un statut minoritaire au directorat étranger. Tous les gouvernements canadiens qui se sont succédés n'ont pas réussi à apprendre cette leçon des étrangers, et ont négligé de favoriser des conditions qui assurent à leur économie une direction canadienne. On s'est rendu coupable de cette négligence en dépit du fait que le gouvernement et les entreprises des Etats-Unis avaient besoin du Canada, tout autant que le Canada avait besoin des Etats-Unis et du capital étranger. Une des raisons pour lesquelles le capital américain a eu intérêt à s'implanter au Canada est fournie par les résultats d'une enquête faite aux Etats-Unis dans les années quarante et qui prédisait un épuisement total des ressources naturelles (minérai de fer, pétrole etc.) aux Etats-Unsi, si le rythme d'extraction et de consommation se maintenait comme alors. Dans le but de protéger les ressources existantes et les réserves, on conseilla aux entreprises privées des Etats-Unis de tenter des prospections ailleurs, notamment au Canada. De toute évidence, le Canada et ses gouvernements disposaient de puissants pouvoirs de marchandage, mais on a négligé de s'en servir. En conséquence, le Canada est devenu un satellite économique des Etats-Unis. Dans les succursales canadiennes des compagnies américaines, la recherche, le programme de production, la commercialisation intérieure et extérieure et la politique d'investissement ne sont pas déterminés par des groupes canadiens d'intérêts publics ou privés, mais par des groupes américains qui tiennent leur autorité de leur maison-mère.

Les conditions d'un équilibre sain entre l'indépendance nationale, la coopération internationale et l'interdépendance du Canada ont été établies sur papier mais ignorées dans les faits. L'économie canadienne est un appendice asymétrique des Etats-Unis, et ce phénomène a des ramifications énormes dans les sphères économico-sociales, culturelles, diplomatiques et militaires du Canada. Ceci aurait pu être évité. L'exemple du Mexique, du Japon et de beaucoup d'autres pays en atteste.

L'écrivain canadien-anglais de réputation internationale Hugh MacLennan a écrit dans un article publié dans le « 1964 World Year Book » ce qui suit : « Sur le plan commercial, le Canada est devenu à toutes fins pratiques une colonie américaine. Par surcroît, le Canada anglais est en danger de devenir une colonie culturelle de son grand voisin. »

Dès lors, se pose la question de savoir pourquoi et de quelle manière tout ceci s'est produit, et ce, en dépit de signes avant-coureurs, en dépit de l'exemple qu'auraient pu inspirer les autres pays du monde ?

Autre question : pourquoi est-ce que tout ceci continue à se produire sans qu'on note d'efforts notables pour corriger la situation ? Pourquoi l'élite anglo-canadienne, laquelle est représentée dans tous les partis politiques et au sein de la hiérarchie du mouvement ouvrier, se satisfait-elle de simples tentatives pour remédier aux lacunes de l'embauche, sachant bien que ces tentatives, si elles respectent l'indépendance sur papier, ne changent rien au haut degré de dépendance dans les faits ?

Des Canadiens ? Non, des Européens désenchantés

Ni les entreprises industrielles et financières américaines, ni les gouvernements qui se sont succédés aux Etats-Unis ne peuvent être tenus responsables du piteux état où se trouve le Canada — état qui crève les yeux des autres peuples, mais qui est à peine aperçu ici.

La situation actuelle résulte d'une mentalité qu'historiquement diverses générations d'Anglo-Canadiens ont contribué à développer, et cette mentalité a fini par conditionner l'attitude traditionnelle des Canadiens anglais, des Canadiens français et des Néo-Canadiens devant le problème.

A moins de modifier cette attitude traditionnelle, le Canada ne pourra jamais atteindre le stade de maturité de son histoire.

Pour le Loyaliste frustré qui, volontairement ou sous l'effet de la contrainte, dut fuir la révolution américaine pour venir s'établir au Canada au 18e et au début du 19e siècles; pour l'Ecossais non moins frustré qui, sous la contrainte des armes ou des pressions économiques, s'est vu chasser de sa patrie et s'est implanté au Canada; pour l'Irlandais tout aussi frustré qui dut abandonner son pays un peu à cause d'une famine provoquée à cet effet et qui a émigré au Canada; pour tous ces colons anglophones, le Canada n'était que le lieu d'un nouveau domicile, et non le lieu où devait se développer une nouvelle patrie ou une nouvelle nation. Tous ces gens ont convenu de l'utilité d'un Etat ayant pour fonction de tenir ensemble et d'équilibrer une population ethniquement et culturellement fragmentée, de même que pour contrecarrer les tendances expansionnistes des Etats-Unis dans ce qui restait de l'Amérique du Nord britannique et qu'on appelle Canada.

Pour les affaires internes comme pour la protection de l'extérieur, l'Etat canadien a cherché abri, depuis les tout débuts, sous le parapluie de l'Empire britannique. De leur côté, les chefs

religieux et séculiers des vaincus du Canada français ont, eux aussi, accepté ce parapluie, mais pour des raisons supplémentaires, à savoir : la sauvegarde d'une autonomie et d'un isolationnisme relatifs susceptibles de protéger la structure sociale traditionnelle du groupe, l'intégrité de la hiérarchie séculière et régulière, la protection de la langue et de la religion contre les colons anglophones qui seraient tentés de faire front commun contre les Canadiens français. Le Canada français s'est également prévalu de la société francophone contre les influences de la Révolution française et de la Révolution américaine.

Un « satellite à béquilles »

Pour les colons anglophones, l'Etat canadien naissant devait chercher la protection britannique, mais pour des motifs tout opposés à ceux des Canadiens français. A leurs yeux, l'Etat avait pour mission d'abattre, au moyen d'une politique fédérale de centralisation économique, les murs socio-économiques, légaux et culturels dont s'entourait le Canada français, et ce, dans une perspective d'assimilation. Les termes légaux ambigus utilisés par l'administration coloniale, et plus tard, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, ont apporté des réponses aux deux interprétations.

Au cours des décennies qui ont suivi, pareille ambiguïté a fini par engendrer une attitude typique, surtout chez les Canadiens anglais qui, tout en ayant les pieds sur le sol canadien, s'en remettent constamment, et accordent leur allégeance au pouvoir britannique. C'est de là que provient la version traditionnellement canadienne d'une mentalité de « satellite à béquilles ». Dans ces conditions, les Canadiens ont créé un Etat, mais n'ont guère réussi à créer le sens d'une identité nationale.

Les Canadiens français, par contre, ont conservé et développé un sens plus averti de l'identité nationale, mais ils ont restreint le pouvoir de l'Etat dans les limites de la province de Québec. Les questions d'importance nationale ont été et sont encore assumées par le parlement fédéral où les Canadiens français jouissent d'une influence marquée, mais toutefois minoritaire.

III — LE CANADA FACE AUX RÉALITÉS NOUVELLES

Après la dernière grande guerre, les deux types canadien-français et canadien-anglais de mentalité de « satellite à béquilles » ont survécu, mais leur orientation s'est axée différemment. Réduite en puissance, la Grande-Bretagne est devenue pour le Canada un pôle secondaire en dépit des liens légaux, culturels et émotionnels. Le Canada a troqué le parapluie britannique pour celui des Etats-Unis. Ses élites étant traditionnellement conditionnées à la mentalité de « satellite à béquilles », mentalité qui les a toujours maintenues dans des perspectives d'enfance et d'adolescence sur le plan de la nation, le passage à l'allégeance américaine s'est effectué sans douleur, et avec les bénédictions de la Grande-Bretagne.

Les nouvelles justifications de l'allégeance ont trouvé leur point d'appui dans la guerre froide et l'éventualité d'une troisième guerre, dans l'urgence où se trouve le Canada d'obtenir la protection des Etats-Unis et dans l'obligation où il se trouve de considérer les exigences américaines comme les siennes propres dans toutes les sphères de l'économie, de la politique, de la culture, de la diplomatie et de la défense. En cas de conflit, il est habitué à subordonner son intérêt national à l'intérêt général d'une alliance internationale, dirigée par les Etats-Unis, contre la menace d'une prise du pouvoir du communisme dans le monde.

Ceux-là — alliés ou adversaires — qui ont vécu à l'époque de la révolution de Cromwell en Angleterre, et plus tard, ceux-là qui ont connu les révolutions américaine et française n'ont pas été en mesure de juger de la portée de ces événements. L'histoire ne souligne toujours qu'après coup les différences qui s'établissent entre ce qu'ont cru les contemporains et ce qu'ont démontré les événements.

Notre génération est sujette à la même incompréhension en face des Russes et des Chinois, et des révolutions qu'ils transportent. Faudra-t-il attendre encore cinquante ans, voire même un siècle, avant que nous saisissions exactement ce qui se passe sous nos yeux ?

Un capitalisme aveugle

Les régimes actuellement en place en URSS et en Chine traduisent sans doute une profonde signification historique. Ils président à une révolution industrielle qui entend faire de sociétés semiféodales et semicoloniales des sociétés industrielles et modernes, et ce, en chevauchant des époques, en faisant appel à l'autorité et au pouvoir de l'Etat pour créer et diriger des capitaux qui leur permettent d'être maîtres chez eux. Ils se sont inspirés des méthodes en honneur en Occident durant la guerre, et se sont servis du pouvoir de l'Etat en guise de levier politique

et économique. Les Russes et les Chinois mettent à profit l'appareil de l'Etat pour accroître le niveau de vie, et on recourt à l'application obligatoire de la technologie et de la science de l'Ouest. En somme, ces régimes représentent deux versions de révolutions industrielles planifiées — des révolutions qui sont ni dirigées ni faites au profit du capitalisme corporatif.

Il n'y a aucun risque que l'URSS et la Chine puissent exporter leurs méthodes à des pays déjà hautement industrialisés. La manière forte avec laquelle les deux régimes traitent tant le monde extérieur que leurs propres nationaux vise essentiellement à circonscrire les tentatives venues de l'extérieur en vue de les abattre. C'est ainsi que les ruses de l'adversaire fournissent aux dirigeants le prétexte d'une dictature personnelle et impitoyable axée contre les dangers de l'extérieur.

Avant et pendant la deuxième guerre mondiale, l'Allemagne a détenu la gouverne de la coalition contre les révolutions industrielles accomplies par des puissances non-occidentales. Après la guerre, les Etats-Unis assumèrent la relève, et ce, en étroite collaboration avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne. La stratégie économico-sociale reste la même. Il s'agit d'empêcher qu'une révolution industrielle n'éclate et ne réussisse dans le monde, à moins qu'elle ne soit entreprise, directement ou indirectement, par une société capitaliste du type occidental d'inspiration coloniale ou néo-coloniale. Tous les efforts sont conjugués à cette fin.

Le Canada : perdant satisfait

Le Canada, en acceptant le concept germano-américain de la stratégie, de la tactique et de la rationalisation du pouvoir des blocs et en se montrant disposé à jouer le rôle de cadet dans l'entreprise, non seulement a trouvé un nouveau « parapluie » et un nouveau jeu de « béquilles », mais s'est doté d'une camisole de force qui entravent les énergies vitales susceptibles de promouvoir le développement d'une nation adulte. Résultat : même les velléités d'identité nationale qui se sont manifestées depuis la Confédération, en 1867, sont en train de disparaître. Il n'est pas de pays au monde, en deça et au delà des rideaux de fer ou de bambou, qui, plus que le Canada, soit assujetti à des puissances étrangères. C'est le seul pays au monde qui soit à la fois le plus grand bénéficiaire et le plus grand perdant de la guerre froide. Il est devenu hautement industrialisé, mais surtout dans le domaine de l'extraction des richesses naturelles, et moins dans celui des industries secondaires. Aussi, a-t-il perdu l'un des principaux attributs de son indépendance, à savoir, la gouverne de l'économie du pays.

Il eût été possible de promouvoir l'industrialisation sans qu'il faille consentir à pareil sacrifice, mais la mentalité de « satellite » a fait que les divers gouvernements qui se sont succédés à la tête du pays ont fini par développer le complexe de la « béquille ». Il leur a paru plus facile de freiner une politique de plein épanouissement afin de mieux s'en remettre à un nouveau « big brother » auquel incombe toute initiative et toute responsabilité. On a assisté à une reddition sans condition du Canada au capital privé américain, et ce, à l'instigation même d'une élite dont la vision historique ne débouchait sur aucune autre solution que celle fournie par le grand capitalisme. Cette reddition n'a pas peu contribué à créer une classe dirigeante canadienne entièrement dévouée aux intérêts du capital étranger, notamment celui des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, du Congo-Belge et de l'Allemagne. Les membres de cette classe sont les dirigeants des associations industrielles, commerciales et financières présumément « canadiennes ». A ce titre, ils cuisinent l'opinion publique, les partis politiques et les gouvernements de manière à maintenir et à inculquer davantage le principe d'un statut de satellite qu'ils présentent comme la formule le plus à la page capable d'assurer l'avenir du Canada. Ces gens rationalisent et glorifient l'état de servage qui leur est fait, à eux-mêmes et au pays, en proclamant que « l'ère du nationalisme est révolue ». Ceux qui avancent de pareils arguments, tout comme ceux qui s'y laissent prendre, ne se rendent pas compte de la différence qu'il y a, d'une part, entre le sens salutaire de l'identité nationale qui favorise la prise en main des leviers de commande du pays et, d'autre part, un nationalisme agressif et égocentrique qui, sur le plan économique et militaire, empiète sur le sens de l'identité nationale des autres pays. Par delà l'expansion économique, politique et militaire du grand capital privé, on retrouve un nationalisme fervent et agressif qui, tout en affectant de se glorifier lui-même, s'attend à ce qu'un autre pays fasse fi de son amour-propre, renonce à sa propre identité et se résigne à perdre la gouverne élémentaire de ses destinées nationales. On a là un exemple de faux internationalisme qui, en réalité, n'est rien d'autre qu'une contre-façon du super-nationalisme réactionnaire qui, à l'ère atomique, sert subrepticement à l'édification de nouveaux empires.

Besoin de nouveaux ferments

Pourtant, le sens de l'identité nationale, de même qu'une conception saine de la coopération et de l'interdépendance internationales s'imposent à titre de ferments complémentaires dans un ordre mondial qui se veut évolué. Au demeurant, ces principes prennent même racines dans la charte des Nations unies. On peut affubler notre époque de plusieurs qualificatifs : ère incomparable de révolution scientifique et technique; âge atomique; âge de l'automatisation et de la cyber-

nétique. Mais c'est surtout l'âge où un sens d'identité nationale en régression mais non comblé, et une somme d'exigences sociales qui se modifient et restent également non comblées sont en voie de se conjuguer dans un même élan en vue d'obtenir satisfaction. C'est tout cela qui fermente en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Et ce ferment n'engendre encore aucun progrès parce que les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale gouvernés par le grand capital privé y font obstruction, de concert avec leurs satellites politiques et militaires.

Ce ferment existe d'une façon moins aiguë au Canada, mais il agit différemment sur les Canadiens de langue anglaise et sur ceux de langue française. L'époque que nous traversons amène la population canadienne à trouver une réponse au double problème de la promotion sociale et de la survivance nationale.

Le problème de l'embauche

M. Albert Rose, professeur à la faculté de Sciences sociales à l'université de Toronto a pu écrire (Gazette, 29 mai 1964) : « La population pauvre du Canada se chiffre à 3,000,000, soit une personne sur six. »

Selon M. J. P. Francis, directeur des recherches économiques au ministère fédéral du Travail, « l'indice de croissance dans le nombre de nouveaux emplois devra atteindre annuellement une moyenne de 2½ pour cent... Depuis 1957, la moyenne annuelle de croissance dans l'indice n'a été que de 1.8 pour cent ». (Gazette, 27 mai 1964).

Toujours selon la Gazette (15 août 1963) : « Un relevé indique qu'il y aura une demande pour 175,000 nouveaux emplois annuellement jusqu'en 1966, ce qui est un niveau dangereusement plus élevé que celui qu'on a pu atteindre jusqu'ici, et ce, en dépit des taux de croissance actuels. Si seulement la demande pour de nouveaux emplois augmente au cours des quatre prochaines années au même rythme qu'au cours des quatre dernières (soit quelque 500,000) l'indice de l'embauche pourrait atteindre un taux aussi élevé que huit pour cent à la fin de 1966, et ce, en tenant compte du processus des retraites et promotions qui, à l'intérieur du marché du travail, contribue à accroître le nombre des emplois disponibles. »

Il y a un décalage entre le nombre de jeunes qui se cherchent du travail et le nombre d'emplois disponibles. Mais même ce décalage est un trompe-l'oeil. Les statistiques sont une chose; les besoins réels, une autre. Mais le capitalisme international n'articule jamais sa production et ses pratiques de commercialisation qu'en fonction des statistiques.

Il y a des causes plus directes qui font que l'action des USA retarde l'expansion économique du Canada. Qu'on songe qu'en faisant obstruction au développement de l'industrie secondaire canadienne, les Etats-Unis se trouvent à forcer le Canada à se contenter de son industrie primaire — industrie qui crée beaucoup moins d'emplois que l'autre.

De plus, le fait que les succursales des compagnies américaines au Canada s'en remettent aux services de recherches établis à leurs maisons-mères, réduit pour le Canada la possibilité d'utiliser ses propres savants, ingénieurs ou techniciens, lesquels sont réduits, d'année en année, à quitter le pays par milliers. Dans un autre ordre d'idée, les succursales américaines au Canada (dont la maison-mère dispose de capitaux illimités) sont en mesure d'expérimenter ici des calculatrices et des méthodes d'automatisation du dernier cri, ce qui est de nature encore à restreindre l'utilisation d'une main-d'oeuvre qui s'accroît, non par elle-même, mais à cause de pratiques axées sur des objectifs de production maximale — objectifs qui ignorent les besoins réels. Résultat, le chômage résultant de la transformation des structures au Canada, s'ajoutant au chômage cyclique, engendre la misère, la dégradation et des tragédies pour des centaines de milliers d'adultes et leur famille. Les chèques d'assurance-chômage tiennent lieu de mesure d'urgence s'attaquant aux symptômes, mais ils ne sont en fait qu'une « aspirine » sociale qui n'enraye pas le mal.

Des syndicats colonisés

Dans les circonstances, il devient évident que les grandes unions ouvrières doivent se faire les défenseurs, non seulement des conditions de travail et des augmentations de salaire, mais également des intérêts à long terme du marché du travail au pays. Malheureusement, cet aspect est ignoré, et c'est là une autre manifestation de la mentalité de satellite qui prévaut au Canada.

En 1963, le Congrès du travail du Canada comptait 1,050,000 membres. Mais de ce nombre, et selon le correspondant canadien de l'« Economist » de Londres (30 novembre 1963), seuls 180,000 membres étaient rattachés à des syndicats ayant leur quartier général au Canada, les autres 870,000 (soit les trois quarts) appartenant à des syndicats ayant leur quartier général aux Etats-Unis.

Il s'est trouvé, dans plusieurs pays du monde, plusieurs syndicats naissants qui ont fait appel et qui ont accepté l'aide de syndicats étrangers, mais ces syndicats naissants n'en ont pas moins continué à édifier leur propre réseau d'influence. Le Canada est le seul pays dans le monde du

travail organisé où une majorité écrasante de syndiqués appartiennent à des syndicats d'un autre pays. Ceci veut dire que, dans le monde du travail au Canada, l'initiative sur le plan de la stratégie, de la finance, de l'élection des dirigeants, de la publicité et de l'éducation est prise en majeure partie, d'une façon détournée ou ouvertement, par l'organisme à la fois le plus puissant et le plus conservateur du mouvement ouvrier international, c'est-à-dire, par la FAT-COI des Etats-Unis. Les dirigeants de cet organisme voient bien aux intérêts quotidiens des travailleurs, mais c'est toujours dans une perspective de préservation et de protection du grand capitalisme aux Etats-Unis et à l'étranger, y compris le Canada. Leur conception de la guerre froide (ou chaude), de même que leur conception des alliances militaires est fondamentalement la même que celle de l'élite dirigeante aux Etats-Unis et au Canada. Les périodiques syndicaux qui sont imprimés aux Etats-Unis et qui parviennent aux membres canadiens cuisinent constamment les esprits de manière à ce que chacun trouve acceptable que les intérêts du grand pouvoir politique des Etats-Unis soient identiques à ceux du Canada, et lui soient bénéfiques.

Il n'est pas étonnant, dès lors, de voir que le Congrès du travail du Canada se révèle un organisme si peu conscient du rôle historique que devraient jouer les travailleurs dans la grande tâche qui consiste à modeler l'avenir national et social du pays. A cause de ses structures internes actuelles, à cause de la conception étroite que se font ses dirigeants d'une philosophie économique et sociale, à cause surtout d'une orientation politique fondamentalement calquée sur celle des Etats-Unis, le Congrès du travail du Canada n'a que fort peu d'autorité quand il traite des problèmes nationaux et sociaux de la nation. Ce ne fut qu'au moment où un syndicat canadien, dirigé par les Etats-Unis, devint impliqué dans un scandale national que les dirigeants du CTC ont osé élever la voix (l'affaire Banks).

IV — LE RÉVEIL DU QUÉBEC : UN EXEMPLE À SUIVRE

Quand on replace la crise nationale telle que perçue par les Canadiens français dans une perspective historique, on a des chances de voir la situation autrement que dans une perspective étroite, partisane ou de clocher.

La deuxième révolution industrielle a fait voler en éclat les structures sociales, économiques et culturelles de la société canadienne-française. Jusque là, la grande majorité de la population était rurale; maintenant elle est urbaine, et comme telle, se trouve grandement exposée à des influences contradictoires auxquelles elle n'était pas habituée.

Compte tenu du fait que la politique économique, monétaire et fiscale du gouvernement fédéral est au-dessus des moyens de la Province de Québec, compte tenu aussi de l'action du régime Duplessis à l'intérieur de cette même province, l'industrialisation du Québec a marqué le pas par rapport au reste du pays, et par rapport à la Province d'Ontario en particulier. Le décalage entre l'industrie primaire (d'extraction) et l'industrie secondaire (de fabrication) a été plus accentué ici qu'ailleurs. Voici quelques chiffres :

« Les Canadiens français forment 85 pour cent de la population de la province. Ils ne détiennent que 10 pour cent de l'économie » (Gazette, 11 janvier '63). N.B. : le 10 pour cent représente ici les richesses naturelles du Québec.

« Montréal vient au seizième rang en ce qui concerne le revenu moyen dans les villes ... c'est la seule ville du Québec qui apparaît au nombre des 25 centres à revenus élevés dans tout le Canada. On compte 18 de ces 25 centres dans la seule province d'Ontario » (Ministère du Revenu à Ottawa, Gazette, 23 juin '64).

« La moitié des cultivateurs au Canada ne peuvent pas actuellement vivre convenablement sur leur terre, et ce qui plus est, ne le pourront jamais ... La crise agricole sévit particulièrement au Québec ... où 83 pour cent des 95,000 cultivateurs ont des revenus de moins de $5,000 par année, et 34 pour cent, des revenus de moins de $1,200 ... Déduction faite des impôts, de la dépréciation sur l'outillage et des dépenses courantes, un revenu brut de $5,000 sur une ferme de nos jours n'équivaut qu'à un revenu de $2,000 en ville ... La population pauvre des fermes d'aujourd'hui est appelée, non seulement à peupler d'ouvriers démunis et non-qualifiés les taudis des villes de demain, mais elle va engendrer le gros des chômeurs industriels dans les quartiers surpeuplés de l'avenir ... Comme on le voit, le problème agricole est appelé à se déplacer du côté du marché national du travail, et à compliquer singulièrement le problème provincial de l'éducation » (Montreal Star, 11 juillet '64).

Ces quelques chiffres indiquent déjà d'une façon effarante l'ampleur de la crise économico-sociale qui sévit avec une particulière intensité au Canada français. La deuxième révolution industrielle a fait de la plupart des Québecois des habitants des villes, mais une faible fraction seulement de ces gens ont pu trouver de l'emploi dans des industries appartenant à des capitaux canadiens-anglais, américains, britanniques, belges ou allemands. Il n'y a pas de place pour eux parce qu'il n'y a pas assez d'industries secondaires, ou parce qu'ils n'ont pas la préparation scientifique et technique nécessaire. L'auraient-ils d'ailleurs qu'elle ne servirait à rien, vu que les postes sont déjà occupés par des Canadiens anglais, des Néo-Canadiens, voir des ressortissants des Etats-Unis.

Il y a déjà quinze ans, les nouveaux porte-parole de « l'intelligentsia » canadienne-française posaient la question dans différents journaux et périodiques. Comment se fait-il que la société canadienne-française reste pauvre au sein de l'abondance ? A qui la faute ? S'abandonnant à l'autocritique, ces porte-parole ont d'abord jeté le blâme sur l'antique alliance de politiciens canadiens-français réactionnaires et d'une hiérarchie catholique-romaine timide avec des entreprises industrielles et financières internationales, d'origine américaine et britannique surtout.

Ensuite, ils s'en sont pris à la politique économique du gouvernement fédéral, laquelle a la réputation de favoriser le Canada anglais au détriment du Canada français, favorisant de la sorte la main-mise des capitaux canadiens-anglais et étrangers sur les destinées de la Province de Québec.

« Les anglais » : valets des USA

Les institutions étrangères de type industriel, commercial ou financier au Québec, sont toutes pourvues de directeurs, de gérants, d'ingénieurs et de contremaîtres qui sont, pour la plupart, des Canadiens anglais. Le Canadien français moyen, qu'il appartienne à la classe moyenne, ouvrière ou agricole, est à peine conscient du pouvoir réel des entreprises étrangères chez lui. Il ne vient en contact qu'avec des hommes-écran, des fonctionnaires canadiens-anglais qui ne sont que les dirigeants visibles de la masse des Canadiens français. Il ne voit qu'eux et l'incomparable exclusivisme de leur attitude socio-culturelle.

Fort de ces apparences qui conjuguent à la fois la réalité et l'illusion, le Canadien français qui a le pouvoir d'agir sur l'opinion publique résume d'un mot les obstacles qui se dressent sur sa route : « les Anglais », c'est-à-dire, les Canadiens anglais. Et c'est ainsi que le pouvoir réel au Québec, c'est-à-dire, le pouvoir du capital étranger que les gouvernements fédéral et provincial ont laissé s'établir presque sans condition, jouit d'une immunité incomparable dans l'opinion publique.

Québec : un ferment

Un réveil partiel de l'opinion des Canadiens français a entraîné la chute du régime Duplessis, ce qui, en retour, a provoqué le grand soulèvement canadien-français dans tous les domaines. On s'interroge, on ausculte, on planifie, on rectifie, on rapièce sur une haute échelle dans le domaine de l'éducation. On cherche à libéraliser les rapports entre la hiérarchie et les laics, conformément aux directives des papes Jean XXIII et Paul VI. On est de plus en plus conscient de l'importance d'une base socio-économique (base qui fait encore défaut) pour que se développe un sens accru de l'identité nationale nécessaire à la survivance du Canada français. A cette fin, on exalte l'histoire, la géographie, la langue, la religion, les épreuves subies, l'échelle des valeurs, le mode de penser, et tout cela a déterminé un épanouissement dans le domaine de la littérature, des beaux-arts, de la musique, de la recherche et des sciences sociales.

Pour tous ceux qui se donnent la peine de voir, le Canada français est devenu, ces dernières années, le plus grand ferment d'idées au Canada. On s'efforce de trouver une solution moderne au vieux problème : celui d'assurer la survie d'une identité canadienne-française, non plus dans un isolement dépassé et dangereux, mais dans une participation active à la vie des XXe et XXIe siècles. Bien loin de se considérer comme une minorité appelée à disparaître, le Canada français est désormais déterminé à façonner, mieux que dans le passé, son propre avenir national et social.

Cette tâche, le Canada français entend la poursuivre de concert avec le reste du pays, à l'intérieur des cadres où s'élabore un sens global d'identité et d'initiative nationales. Il s'attend à ce que le Canada anglais procède lui aussi à son examen de conscience afin que surgisse une nouvelle formule de relations mutuelles, laquelle visiblement tourne autour d'une nouvelle conception des relations fédérales-provinciales, d'une interprétation élargie d'un Acte de l'Amérique du Nord remodelé, d'une nouvelle Constitution, d'une politique économique revisée, d'un bilinguisme et d'un biculturalisme effectifs, d'une plus grande marge d'autonomie provinciale pour le Québec, soit par le truchement de formules dites d'« Etats associés », de deux cultures à l'intérieur d'une seule nation, de deux nations groupées sous un même Etat ou de coexistence de deux entités unilingues à l'intérieur d'une fédération.

Diversité des tendances

Le soulèvement du Canada français tend à faire l'unanimité en ce qui a trait à l'urgence de changements au niveau des relations du Canada avec le reste du monde. Toutefois, l'aspect politique de ce soulèvement varie en ce qui a trait à la stratégie, à la tactique, aux motivations, de même qu'au progrès qu'on entend atteindre. On dénombre au moins 20 ou 25 factions. Les principales écoles de pensée se répartissent comme suit :

1 — Il y a ceux qui, sans s'attaquer au principe de la domination du Québec par les entreprises internationales, ne réclament qu'une plus grande participation des Canadiens français aux postes de commande.

2 — D'autres, tirant parti de l'ignorance où l'on est des raisons complexes qui font que la plupart des cultivateurs et des petits industriels souffrent davantage des conséquences de la deuxième révolution industrielle, cherchent à mettre sur pied la contrepartie québecoise d'un Etat corporatif du type Salazar-Mussolini.

3 — Certains refusent de s'en prendre aux Canadiens anglais et aux entreprises étrangères au Québec, mais ils entendent combler les vides économiques disponibles en mettant sur pied un vaste réseau régional d'entreprises secondaires destinées à créer de nouveaux emplois. Ce vaste projet est appelé à être financé grâce à des capitaux dérivant d'un système provincial de fonds de pension — système appelé à créer une réserve de plusieurs milliards de dollars. L'Etat du Québec servirait ainsi à promouvoir une troisième révolution industrielle, soit en agissant seul, soit en s'associant à l'industrie privée désireuse de collaborer. On croit qu'une pareille expérience est de nature à faire naître une économie mixte, conjuguant, d'une part, une sorte de capitalisme d'Etat d'inspiration domestique, et de l'autre, un socialisme d'Etat s'alimentant de capitaux canadiens-anglais et étrangers.

4 — Un autre groupe important se contente de revendiquer l'égalité du niveau de vie avec l'Ontario sans, pour autant, qu'il soit nécessaire de provoquer des bouleversements majeurs à l'intérieur du Québec, ou à l'extérieur, soit avec le reste du pays.

5 — Il y en a d'autres pour qui seuls comptent les attributs légaux, ethniques et linguistiques du Québec. Ce groupe se partage en deux tendances : ceux qui cherchent à réaliser l'indépendance complète par des moyens pacifiques et démocratiques, et ceux qui visent au même but en utilisant la violence.

6 — Enfin, il y a ceux qui voient dans un Québec socialiste et indépendant la seule garantie de survivance et de progrès pour le Canada français.

Les jeunes qui ont fait éclater des bombes ou qui ont volé des armes ne forment que la plus minime (bien que fort bruyante) goutte qui fait déborder l'immense vase du mécontentement canadien-français. En exagérant l'importance de cet aspect sensationnel du problème, sans chercher à voir l'essentiel, la plupart des journalistes, commentateurs télé-radiophoniques et politiciens canadiens d'expression anglaise ont rendu un mauvais service à l'unité du pays. En réagissant de la sorte, ces gens affectent d'ignorer qu'il faut aussi qu'on procède à un examen de conscience au Canada anglais si l'on entend découvrir les correctifs qui s'imposent face à la crise nationale qui sévit désormais au grand jour.

Dans les circonstances, l'incompréhension des Canadiens anglais s'est accrue et s'est trouvée à jeter de l'huile sur le feu des extrémistes canadiens-français. Une sorte de connivence malsaine s'établit entre les fanatiques des deux côtés qui se découvrent toutes sortes de raisons pour ne pas voir les arguments de l'autre et pour ne pas examiner de nouvelles formules d'entente mutuelle.

V — URGENCE D'UN RÉVEIL DANS TOUT LE CANADA

Dans tout le Canada en général, et au Canada français en particulier, tout est encore en mouvance. L'avenir social, économique et légal du Canada n'est pas encore assuré. Tout dépend de l'habileté qu'auront les chefs actuels et à venir du Canada anglais et du Canada français dans la tâche de départager les responsabilités de chacun au chapitre des errements de la destinée du pays. Tout va dépendre de leur détermination à mettre au point une formule moderne d'indépendance et d'interdépendance nationale qui favorise une réelle renaissance du Canada.

Le réveil canadien-français n'est encore que partiel, et pourtant, il marque une réelle avance sur celui du Canada anglais. La plupart des Canadiens anglais s'entêtent encore à maintenir un vieux *statu quo* politique et légal dans un pays où le fondement économico-social se désintègre déjà sous la pression de l'histoire contemporaine, et éclate tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières.

Les Canadiens anglais vivent, en fait, dans deux mondes différents. Economiquement, ils

habitent une maison administrée par le capital étranger; sentimentalement, ils rêvent d'une hégémonie anglo-canadienne au pays, et anglo-américaine dans le monde.

Le véritable danger auquel fait face le Canada actuellement réside dans le retard qu'accusent le rythme et l'ampleur du réveil national chez les Canadiens anglais et chez les Canadiens français. Pareil retard peut contribuer à durcir les positions de part et d'autre, ce qui entraînerait une scission ou une séparation. Si ceci se produisait, il suffirait d'une couple de décennies pour que les Etats-Unis, avec moins d'efforts encore qu'ils n'en déploient présentement, transforment les deux Canadas en des dépendances coloniales du type porto-ricain. Les entreprises internationales britanniques et américaines agiraient alors par l'intermédiaire de leurs valets canadiens-anglais et canadiens-français dans les deux Canadas « indépendants », et, au hasard de crises et de soulèvements savamment orchestrés, les deux groupes finiraient par « accepter » une sorte de dépendance légalisée des Etats-Unis sur eux. On peut déjà prévoir ce processus, aussi, importe-t-il de l'éviter.

Le Canada se trouve à un carrefour de son histoire du fait que sa population se voit désormais dans l'obligation de se poser trois questions fondamentales. Les réponses à ces questions décideront de son sort présent et à venir.

Première question : Le dynamisme caractéristique de notre époque s'oppose à tout immobilisme. Le Canada ne peut pas se contenter d'une continuelle puberté économique. Ou il tend résolument à un statut de maturité nationale, ou il se résigne à sombrer de plus en plus dans la sujétion. Les Canadiens anglais et les Canadiens français sont-ils prêts à mettre le prix pour devenir une nation ?

Deuxième question : Les Canadiens sont-ils prêts à mettre sur pied un plan qui, d'ici dix ou vingt ans, leur permettra de reprendre en main, d'une façon pacifique et consistante, la gouverne économique et sociale de leur pays ?

Troisième question : Les Canadiens sont-ils prêts à s'affranchir de leur mentalité de « satellite à béquilles » en vue de façonner eux-mêmes leur propre destinée nationale ? Les Etats-Unis et l'Amérique latine ne représentent pas les deux seules formules d'Américanisme authentique. Les Canadiens anglais ne sont ni des Britanniques ni des Yankees, mais bien des Canadiens américains. Les Canadiens français ne sont ni des Britanniques ni des Français, mais bien des Canadiens américains. Les Néo-Canadiens qui, eux, viennent de toutes les parties du monde, entendent eux aussi être des Canadiens américains.

Le destin du Canada est donc d'assimiler, conformément à des principes démocratiques qui joueront sur le plan économique, politique et culturel, tout ce qui est excellent dans son passé, et tout ce qu'il peut prendre d'excellent en Grande-Bretagne, en France, aux Etats-Unis, en Europe, en Afrique et en Asie, laissant de côté tout ce qui dégrade l'homme, devenant par le fait même un Etat-modèle parfaitement en harmonie avec l'esprit et la lettre de la charte des Nations unies.

Il n'est encore aucun pays sur le continent américain qui ait vraiment tenté pareille assimilation. La démocratie américaine qui a fait l'envie des XVIIe, XVIIIe et XIXe siècles est devenue une fable politique. La dictature économique, politique et culturelle déguisée des grandes entreprises étatsuniennes, lesquelles ont, à des degrés divers, la main-mise sur les partis, les gouvernements fédéral et locaux et l'opinion publique, a fini par plonger ce grand pays dans nombre de malaises. Par ailleurs, l'Amérique latine danse sur un volcan du fait qu'on a empêché des besoins d'être satisfaits et des énergies de se dépenser dans le but de trouver des remèdes.

A l'heure actuelle, le Canada est le seul pays dans les Amériques qui a la faculté de se bâtir pacifiquement un Etat modèle et une nation conformes aux principes spirituels, moraux, culturels, sociaux et économiques contenus dans la charte des Nations unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le Canada est-il désireux d'assumer ce rôle et d'amorcer des changements en ce sens ? C'est la question essentielle à laquelle il doit répondre présentement. Les autres questions sont également importantes, mais elles découlent toutes de celle-ci. Le Canada n'a que deux choix : ou grandir ou mourir. ★

A. R.

(Traduit de l'anglais par J. P.)

Les fureurs de M. CLAUDE JODOIN

par *Jean* **PELLERIN**

LES sautes d'humeur auxquelles cèdent les chefs ouvriers depuis quelque temps n'ont rien de rassurant. Elles laissent présager des scissions déplorables au moment où l'on aimerait voir s'affermir une plus grande cohésion des forces ouvrières face à des institutions politiques condamnées à l'incohérence et à la décrépitude.

Jusqu'au début de février dernier, la lutte entre la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) s'était officiellement maintenue à l'échelon provincial. Le 4 février, le Congrès du travail du Canada (CTC), en la personne de son président, M. Claude Jodoin, entrait à son tour dans la mêlée, et prenait carrément parti pour la FTQ, contre la CSN.

A première vue, l'attitude du président du CTC est logique. M. Jodoin a pris parti pour une centrale syndicale quasi « internationale »[1] qui est affiliée au CTC, contre une centrale syndicale « nationale » qui ne l'est pas. Il défend l'intérêt d'un membre, contre les abus prétendus ou réels d'un non-membre. C'est parfaitement normal. Et pourtant, on ne peut s'empêcher d'éprouver une certaine gène dans les circonstances. On ne peut s'empêcher de trouver agressive et inopportune la « sortie » du président du CTC.

Situation odieuse

La situation se présente dans une perspective que certaines réalités rendent odieuse. Qu'il suffise ici de citer quelques chiffres pour donner une idée de ces réalités.

Les dernières données statistiques fixent à 7,232,000 le nombre total des ouvriers canadiens. De ce nombre, environ 1,500,000, soit 28 pour cent, sont syndiqués. Le pourcentage reste donc encore fort modeste, et pourtant, un peu plus des trois quarts de ce pourcentage, soit 1,110,000 ouvriers canadiens appartiennent à des syndicats dit « internationaux », alors que le reste des syndiqués — c'est-à-dire, seulement 390,000 — appartiennent à des syndicats « nationaux ».

La plupart des syndicats dits « internationaux » sont à la fois affiliés à la FAT-COI (américaine) et au CTC (canadien). Pour ce qui est des syndicats nationaux, ils se répartissent comme suit : la CSN (150,000 membres); l'Union nationale des employés du service public (100,-000 membres), et la fraternité canadienne des cheminots (35,000 membres). Il existe d'autres syndicats nationaux non affiliés à des centrales, soit quelque 120,000 membres.

Au total, on compte un peu plus de 50 syndicats « nationaux » pour 390,000 membres, et un peu plus de 108 syndicats « internationaux » pour 1,110,000 membres. De tous ces syndicats, 18 nationaux et 85 internationaux sont affiliés au CTC.

Nationaux et internationaux

Dès lors, une triple question se pose.

1) *Qu'est-ce qu'un syndicat national ?*

Le nom le dit : c'est une organisation ouvrière conçue et mise sur pied en fonction des besoins et des légitimes aspirations d'une communauté nationale. Au Canada, un syndicat national, par conséquent, est un organisme qui se soucie, ou du moins est appelé à se soucier, non seulement des intérêts immédiats, mais également des intérêts lointains des ouvriers canadiens. Ces organismes sont entièrement administrés et dirigés par des Canadiens.

2) *Qu'est-ce maintenant que le CTC ?*

C'est un organisme qui, à l'échelon national, cherche à promouvoir et à défendre les intérêts du mouvement ouvrier dans tout le Canada. Il a comme membres, non de simples individus, mais des syndicats, soit, comme on vient de le dire : 18 nationaux et 108 internationaux. Pour des raisons de principes et

(1) La FTQ est une fédération provinciale à caractère assurément « national », mais dont la majorité des membres sont affiliés à des syndicats « internationaux'».

de tactique qu'il serait trop long d'examiner ici, la CSN (qui groupe 15 fédérations) s'abstient d'adhérer au CTC. Dès lors, il ressort que le CTC est d'abord et avant tout une fédération d'« internationaux ».

3) Qu'est-ce enfin qu'un syndicat international ?

Au Canada, le terme « international » est en quelque sorte un euphémisme pour dire « américain ». Un syndicat « international » est, par conséquent, une organisation ouvrière conçue et mise sur pied en fonction des besoins et des aspirations légitimes, non des Canadiens, mais des Américains qui en forment la majorité, et c'est tout à fait normal. A l'échelon suprême, c'est-à-dire, au niveau de l'esprit et de l'orientation globale, il va de soi qu'une pareille organisation est entièrement dirigée par des Américains, à qui les affiliés canadiens versent une part de leurs contributions, et de qui ils reçoivent des directives en ce qui concerne, tout au moins, la stratégie générale.

Comme on le voit, les structures du mouvement ouvrier au Canada sont loin de favoriser l'unité qu'on souhaiterait. Elles engendrent fatalement de nombreuses dissensions : dissensions entre fédérations américaines; dissensions entre fédérations canadiennes; dissensions entre nationaux et internationaux; dissensions à l'intérieur même des fédérations et des syndicats. On reconnaît qu'il y a d'excellents syndicats internationaux et d'excellents syndicats nationaux. Il arrive, d'une part, qu'une organisation internationale est plus efficace qu'une organisation nationale en certains domaines, alors que dans d'autres, c'est le contraire qui est vrai.

Qu'on ajoute à ces dissensions de caractère structural, celles de caractère passionnel qui résultent de préjugés historiques. Des irresponsables de la CSN qui se défient encore, par exemple, du neutralisme des internationaux, et des forts en gueule de certains syndicats internationaux qui dénoncent encore le cléricalisme (pourtant révolu) de la CSN. Notons enfin, les nombreuses luttes qui peuvent résulter des déceptions qu'engendrent le manque de services et d'organisation chez des syndicats riches (internationaux ou nationaux), par rapport à l'agressivité et à l'efficacité de syndicats pauvres tels, notamment, ceux de la CSN actuellement.

Une attitude étrange

Mais il ne s'agit pas ici d'entrer dans le détail de ces luttes et de ces dissensions. Contentons-nous, pour le moment, de bien voir la différence qu'il peut y avoir entre un syndicat « national » et un syndicat « international ».

Le syndicat de type national — si minoritaire qu'il soit encore au Canada — devrait mériter, en fonction précisément de son caractère national, certains égards. Il a tout de même des chances d'être plus près des intérêts véritables des nationaux, c'est-à-dire, des Canadiens. Or, comment se fait-il que M. Jodoin, un homme qui se dit fier d'être Québecois et Canadien, se montre si prompt à se prêter au double rôle de paravent des « internationaux » et de censeur acerbe des « nationaux » ? Est-ce vraiment là ce que doit faire un homme qui a pour fonction, non d'agir en censeur, mais en conciliateur ? Un homme qui est en mesure de juger d'une situation en faisant abstraction des personnalités ? Encore un peu, et l'on serait tenté de croire que M. Jodoin parle sous la dictée des « patrons » du syndicalisme international.

Ce n'est sans doute pas le cas. Il est plus probable que M. Jodoin a cédé à un mouvement d'humeur.

Une violente sortie

C'est une conférence du président de la CSN, M. Jean Marchand, qui, apparemment, a mis le feu aux poudres. Parlant devant les membres du Club Richelieu d'Ottawa le 3 février dernier, M. Marchand avait insisté sur la valeur d'un organisme pour représenter le mouvement ouvrier canadien, et il avait délcaré que cette unité pourrait exister au Canada si le CTC acceptait de reconnaître les particularismes de la CSN, et s'efforçait de comprendre pourquoi il peut y avoir chez nous des gens qui sont amenés petit à petit à douter de l'efficacité des organismes « internationaux ».

La réplique de M. Jodoin se fit cinglante.

« *Nous comprenons,* dit-il, *que M. Marchand se sente frustré en tentant de présenter son propre groupement comme une organisation nationale alors qu'en fait, elle ne constitue qu'une minorité dans sa propre province. Toutefois, cela ne l'excuse pas de chercher de façon aussi évidente à diviser le mouvement ouvrier au Canada et à susciter une attitude d'antagonisme à l'égard de nos amis américains . . .*

« *Le CTC croit en la coopération des gens de toutes races, couleurs et religions, et s'élève vigoureusement contre ceux qui attisent le feu des différences ethniques . . .*

« *L'attaque qu'il* (M. Marchand) *lance contre les syndicats internationaux est celle d'un fanatique. Le fait est que 70 pour cent des travailleurs syndiqués au Canada sont membres, de leur propre choix, de syndicats internationaux . . .* »

En somme, M. Jodoin essaye de faire passer M. Marchand pour un vulgaire agitateur nationaliste, et il se donne, lui, pour un tenant raisonnable et autorisé de l'internationalisme bien

compris. Il va jusqu'à parler du « libre choix » qu'ont les Canadiens d'adhérer aux syndicats « internationaux ».

Décidément, M. Jodoin est à ce point piqué qu'il dépasse sa pensée, ou alors, il a pris ses auditeurs pour des imbéciles. Comment les Canadiens pourraient-ils adhérer à autre chose qu'à des syndicats « internationaux », puisqu'il n'y a encore que si peu de syndicats nationaux au pays ? Où est alors le soi-disant « libre choix » ?

Mais passons.

Où sont les nationalistes ?

Pour ce qui est du nationalisme, M. Jodoin a certes raison de s'en défier, encore faudrait-il qu'il s'abstienne de charrier.

Le nationalisme est une excroissance désordonnée du patriotisme, tout comme, par exemple, l'intégrisme est une excroissance désordonnée de l'orthodoxie. Le nationalisme est un travers, mais le patriotisme est une vertu. Il faut combattre le travers, et cultiver la vertu. Toutefois, il faut faire attention de ne pas toujours voir blanc au delà et noir en deça des Pyrénées.

Si le nationalisme est condamnable au Québec, il devrait l'être également ailleurs. Or, à notre époque, est-il sur terre pays plus nationaliste que les Etats-Unis ? Voici une nation qui se considère exceptionnelle et qui entend imposer son mode de vie et ses façons de voir à l'univers entier. Pour l'Américain, comme pour le Chinois de l'époque du Céleste empire, l'univers finit là où commence le monde non-américain; et ce monde non-américain n'est rien d'autre qu'un champ — un champ de mission qu'il faut américaniser.

Dès lors, on comprend que, pour un Américain, le Canada n'est guère plus qu'une arrière-province, une brousse, une colonie qu'on exploite et qu'on monnaie au hasard des intérêts.

La mentalité du syndicalisme américain à l'égard du Canada ne diffère guère de celle des grandes entreprises d'outre-frontières lesquelles, comme chacun sait, ont des succursales un peu partout dans notre pays. Si l'entreprise américaine considère le Canada comme une réserve de matières premières, le syndicalisme américain pour sa part le considère comme un simple champ de recrutement où les sections affiliées n'ont, à toute fin pratique, qu'à payer et à se taire. Pas question de privilèges ou de priorités; pas question de particularismes nationaux — ces considérations relevant d'un nationalisme infamant et dépassé.

Non. Le Canada n'est rien d'autre qu'un vestibule des Etats-Unis, et il n'a qu'à bien se tenir s'il veut mériter d'avoir part aux miettes qui tombent de la table de la « Great Society ».

Cette mentalité se manifeste dans toute sa superbe et dans toute son arrogance dans le conflit qui oppose *Actor's Equity* à l'*Union des artistes* de Montréal.

Actor's Equity manque peut-être de tact, mais il ne manque certes pas de culot. Voici une association syndicale qui, comme toute association de cette nature, est régie par les lois américaines et canadiennes — les deux pays dans lesquels il poursuit son activité. Or, *Actor's Equity*, non seulement entend dicter sa loi à des rivaux canadiens, mais va jusqu'à proférer des menaces : menace à la Commission de l'Expo, menace à un ministre, menace même au gouvernement du Québec. On comprend tout de suite que si *Actor's Equity* peut le prendre sur ce ton, c'est parce qu'il est conscient d'être un syndicat américain, particularité qui automatiquement lui donne le droit de parler à l'impératif aux représentants politiques d'un pays étrangers. Dans son attitude : aucune gêne; aucun sens du ridicule.

Actor's Equity est absolument convaincu d'avoir une autorité absolue dans les circonstances. Il est également convaincu qu'il peut dicter sa loi à tous les artistes de la planète; il est convaincu que, sans lui, toutes les salles de spectacles en Amérique se verraient dans l'obligation de fermer leurs portes; il est enfin absolument convaincu que sa qualité de syndicat américain en fait un instrument à nul autre pareil, un organisme disposant de tous les droits.

Ce n'est là qu'un exemple. On pourrait en citer beaucoup d'autres. Un chroniqueur de la *Presse canadienne* rapportait l'autre jour le cas d'un syndicat de souffleurs de bouteilles, un syndicat « international » formé, en majorité, de Canadiens français et dont la charte américaine — rédigée en anglais évidemment — suggère de saluer la bannière étoilée américaine.

Ce sont là vraiment des attitudes nationalistes qui devraient faire bondir M. Jodoin.
Mais, encore là, passons.

À propos du maraudage de la CSN

Les « internationaux » se plaignent des « raids » qu'effectue la CSN dans leurs rangs. De quoi s'agit-il au juste ? Est-ce vraiment les organisateurs de la CSN qui cherchent à persuader les membres des « internationaux » de changer de camp, ou si ce ne serait pas plutôt les membres des « internationaux » qui vont voir les organisateurs de la CSN parce que l'avenir commence à leur paraître sombre ?

Tout le monde sait que le syndicalisme américain traverse actuellement une crise grave. Un

correspondant du *Devoir* signalait en janvier dernier le fait que « *les travailleurs* (américains) *déplorent, non sans raison, que les grands chefs du syndicalisme, à force de vivre au milieu des industriels et des banquiers, ont acquis un peu de la mentalité de ceux-ci . . .*

« *Les travailleurs soutiennent*, de plus, *que certains de leurs dirigeants supérieurs sont parfois plus sensibles aux intérêts du milieu patronal qu'à ceux des syndiqués.* »

Allégations graves, mais qui se trouvent pleinement justifiées depuis que le président de la centrale américaine AFL-CIO, M. George Meany, a pris la peine, en janvier dernier, de faire la déclaration mirobolante que voici : « Nous sommes les plus ardents capitalistes du pays. La clé du système capitaliste, c'est *l'utilisation* de la richesse pour produire plus de richesse. C'est exactement ce que nous voulons. » (Il ne semble pas que Walter Reuther ait encore protesté bien fort.)

On croit rêver. Seul un pays demeuré fidèle aux idéaux du XIXe siècle peut encore entendre sans sourciller de tels propos. M. Meany ne se donne même plus la peine de dissimuler le fait qu'il est passé, armes et bagages, du côté du capital. (Il ressemble au ministre québecois du Travail qui supplie les patrons de s'unir contre les ouvriers, comme s'ils n'étaient pas déjà assez unis.)

Avec des dirigeants pareils, il n'est pas étonnant qu'en 1964 aux Etats-Unis, plus de 20,000 griefs furent déposés par les syndiqués, mais 2,000 seulement ont été réglés de façon équitable. Il serait intéressant d'établir aussi des chiffres pour le Canada.

Alors quoi ? Que se passe-t-il ?

La croisade capitaliste

Pour parler sans ambages, disons tout de suite que le syndicalisme et le capitalisme aux Etats-Unis se retrouvent pour ainsi dire comme larrons en foire. L'un et l'autre cèdent volontiers à l'esprit de croisade que propagent, par tous les moyens, les grands pontifes de l'ordre établi. Les deux donnent aveuglement dans la manie aussi verbeuse que stérile de l'anticommunisme ambiant, et font front commun avec le pouvoir, non pour défendre la classe ouvrière, mais pour défendre le système capitaliste — un système désormais rejeté par les deux tiers des habitants du globe.

Dès lors, le grand « patron » syndical aux Etats-Unis est de plus en plus amené à se solidariser avec l'« Establishment » politique et militaire (un pactole) et à s'éloigner de l'ouvrier — le pauvre type que l'« Establishment » écrase. Comme le note encore le correspondant du *Devoir*, le grand patron syndical ne sait plus « *si dans telle usine les lavabos ou les vestiaires offrent la propreté et les conditions d'hygiène nécessaires. Mais pour le travailleur de la base, tous ces « petits » problèmes font partie de sa vie quotidienne, du cadre de son activité et lui importent souvent plus que certaines clauses complexes sur l'application du droit à la retraite* ».

Si le grand « patron » syndical est loin de ses clients américains, l'est-il forcément davantage de ses clients canadiens. Bien sûr, les syndiqués canadiens peuvent toujours compter sur la vigilance et la compétence de leurs chefs locaux. Est-ce que ces chefs suffiront toujours à la tâche ?

Le monde menaçant de demain

Mais il n'y a évidemment pas que les « petits problèmes ». Une grande inquiétude commence à s'emparer du monde ouvrier dans tout le continent nord-américain.

Comme on vient de nous le dire gentiment, le système capitaliste n'est pas conçu pour distribuer du travail à tout le monde, mais pour faire des profits. S'il voit un moyen de faire des profits sans avoir recours à la main-d'oeuvre, il va sûrement l'exploiter. Or l'automatisation lui fournit justement ce moyen. En effet, l'automatisation — dans la première phase de ses manifestations du moins — se présente comme un instrument avantageux pour le capital, mais préjudiciable au travail, puisque sur le marché de la main-d'oeuvre, la demande est désormais appelée à se stabiliser, sinon à diminuer, alors que l'offre augmente. Chaque année, un nombre considérable de jeunes arrivent sur le marché du travail et tout semble indiquer que ni les Etats-Unis ni le Canada ne sont en mesure de satisfaire à la demande croissante d'emploi à un rythme suffisamment accéléré. Conséquemment, l'indice des taux de chômage a de plus en plus de mal à diminuer.

Mais il y a pis. La grande majorité des compagnies importantes au Canada ne sont que des succursales d'entreprises américaines. De plus — et comme le souligne obligamment M. Jodoin — 70 pour cent des ouvriers canadiens sont affiliés à des centrales syndicales américaines.

Que va-t-il se passer lorsqu'une entreprise américaine donnée sera amenée progressivement à réduire — ou tout au moins à stabiliser — ses effectifs ouvriers du fait de l'automatisation ? Est-ce qu'à ce moment-là, les centrales syndicales américaines vont s'empresser de protéger les emplois des Canadiens au détriment de leurs clients américains ? Poser la question c'est y répondre.

Aussi, il y a des chances que le Canada se retrouve un jour sans défense face à la crise, sinon la catastrophe, que pourrait progressivement provoquer aux Etats-Unis une automatisation trop lente à trouver son point d'équilibre. En pareille éventualité, le Canada ne risque-t-il pas de devenir le « clearing house » dont les Etats-Unis se serviront pour atténuer les dégats du chômage chez eux ?

D'ailleurs, on commence déjà à prendre des précautions. Ce sont désormais des usines entièrement automatisées (comme la GM à Montréal) — des usines pilotes — que la grande entreprise américaine met discrètement sur pied dans notre pays. Ces usines n'utiliseront que très peu de main-d'oeuvre, et le fait qu'elles opéreront au Canada atténuera, croit-on, les effets nocifs qu'elles pourraient avoir (dans l'immédiat) sur le marché du travail aux Etats-Unis. Ainsi, les ouvriers dont n'aura pas besoin l'usine pilote américaine à Montréal ou ailleurs seront des chômeurs canadiens, et non américains. De plus, qu'est-ce qui nous empêche de croire que l'usine pilote à Montréal n'est pas appelée à faire fermer l'usine ordinaire à... Oshawa par exemple... Ce sont des choses qui arrivent...

Les optimistes de commande contesteront cette manière de voir. Ils diront même — non sans raison d'ailleurs — que l'automatisation est un phénomène appelé à se tasser, voire même à créer de nouveaux emplois.

Sans doute. Mais en attendant, que va-t-il se passer ?

Les perspectives, en tout cas, n'ont rien de très rassurant. Elles pourraient fort bien être à l'origine d'une sorte de panique qui fait que les membres canadiens des syndicats américains commencent à vouloir changer de camp, d'où le prétendu maraudage de la CSN dans les rangs des syndicats américains.

Il y a gros à parier que s'il y avait plus d'équivalents de la CSN dans les autres provinces canadiennes, on verrait encore plus d'« internationaux » passer à des syndicats nationaux, et M. Jodoin serait obligé de se fâcher tous les jours.

Au fait, au lieu de s'inquièter de la « pression » (artérielle) de M. Marchand, MM. Laberge et Jodoin feraient peut-être mieux de s'inquiéter de la leur. Au train où vont les choses, elle est appelée à monter. ★

PUISSANCE DE GM

En 1962, quarante-neuf entreprises américaines avaient réalisé un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de dollars. Quatorze entreprises seulement atteignaient ce chiffre dans le reste du monde (dont six entreprises allemandes, trois britanniques et les deux trusts anglo-hollandais). La première société allemande se situerait à la vingt-neuvième place dans le classement américain et la première firme française au cinquantième rang. La General Motors, à elle seule, réalise un chiffre d'affaires égal au chiffre d'affaires total des treize premières sociétés allemandes et dépasse de 10%... le produit national brut des Pays-Bas.

(PIERRE DROUIN, *Le Monde*, 13 mai 1964)

Le crime et
LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

par *Naim* KATTAN

AUSSI loin qu'on remonte dans l'histoire, le crime apparaît comme l'une des constantes de l'expression passionnelle de l'homme. Aux Etats-Unis, un phénomène sans précédent historique se fait jour : le crime organisé est une des manifestations caractéristiques de la vie sociale, économique et politique. Depuis plusieurs générations, le mouvement ascendant de la société américaine fut toujours l'aboutissement d'une vacillation hésitante entre deux pôles. D'une part, l'Amérique fut le pays de l'aventure, de l'héroïsme. Le cow-boy est un symbole qui s'inscrit dans l'âme de chaque Américain. Celui-ci est l'homme des frontières qui conquiert une terre nouvelle, amasse une grande fortune et proclame le règne de l'homme fort, viril, audacieux et sans peur. Dans ce monde sans loi, la victoire est la pierre de touche et l'homme qui accède à la puissance formule lui-même la règle du jeu. Mais ce héros indomptable est tiraillé par un autre aspect de la réalité américaine. Ce rêveur des grands espaces naît généralement dans les taudis des villes tentaculaires où la misère réduit son horizon jusqu'à l'étouffement. De plus, à côté de la loi de la libre aventure règne la légalité très stricte des petites villes. La mentalité puritaine, rigide, fermée rétrécit le champ de l'aventure et rejette le « rêve américain ». Le crime dès lors joue le rôle d'un régulateur psychologique puisqu'il organise l'illégalité. C'est la forme par laquelle le cow-boy des taudis tente de réaliser le « rêve américain ».

« Le crime est une étrange échelle sociale » me déclara M. Daniel Bell, professeur de sociologie à l'Université Columbia, qui fit de longues recherches dans ce domaine. L'histoire sociale du dernier siècle est surtout faite de l'intégration successive de plusieurs groupes ethniques dans l'ensemble américain. Successivement, le crime organisé fut pour ces groupes le billet d'admission aux clubs fermés de l'élite qui gouverne et le mot de passe qui leur permit de pénétrer l'enceinte d'une société qui s'entoure d'épaisses barrières. Pour chaque nouveau venu, le mot d'ordre qu'il ne fallait jamais perdre de vue fut le suivant : « Get on, get honour, get honest ». Voilà les phases de l'ascension des immigrants.

Avènement des sous-développés

La première vague d'immigration juive provenait particulièrement de l'Allemagne. Ces Juifs, arrivés vers la fin du XIXe siècle aux Etats-Unis, ont concentré leurs efforts dans le commerce et la finance. Ils n'avaient pas besoin d'appui politique. Ils n'ont pas eu recours à des pratiques para-légales. Plus tard, la seconde vague d'immigrants juifs avaient pour point de départ l'Europe Centrale. Ces Juifs, beaucoup plus pauvres, étaient entre autres des ouvriers-tailleurs. L'industrie du vêtement aux Etats-Unis fut dans une très large mesure leur entreprise collective. Entreprise réussie, certes, mais au prix d'une concurrence très serrée. Les manufacturiers qui surnageaient restaient longtemps au bord de la banqueroute. Cette situation dangereuse et pleine de risques permettait à certains escrocs d'intervenir. L'industrie du vêtement fut pendant un certain moment infestée de gangsterisme et les noms d'Arnold Rothstein, de Lepke et d'autres ont marqué cette phase. Plus tard, cette industrie s'est stabilisée et le mouvement syndical l'a, à un degré très poussé, immunisée du gansterisme.

Les immigrants irlandais se sont dirigés, eux, vers d'autres avenues. Ils ont amassé leur fortune dans le camionnage, la construction. Pour s'assurer l'obtention de contrats des municipalités, il fallait qu'ils exercent leur influence sur les politiciens. Le patronage s'est alors installé. Des argentiers finançaient l'élection des politiciens qui les payaient en retour en favoritisme. Les gangsters intervenaient, dans cet échange de services, le jour des élections pour que les « bons » candidats soient élus.

Avènement de la « Mafia »

Les Italiens ont dû faire face à des difficultés beaucoup plus considérables dans leur effort de récolter les fruits d'enrichissement et de prestige que promet l'Amérique à tout nouveau venu. Ils étaient défavorisés au départ. La masse des immigrants italiens était formée de paysans pauvres

et incultes qui ne pouvaient que grossir les rangs des manoeuvres et des travailleurs se trouvant au plus bas de l'échelle. Tout leur indiquait qu'ils pourraient y rester définitivement. Dans les années qui ont suivi la première guerre mondiale, les places libres se faisaient rares. Les Yankees et beaucoup d'autres groupes qui sont venus chercher fortune dans ce nouveau monde ont occupé tous les leviers de commande dans les domaines de l'industrie, du commerce et de la politique. Les Italiens pouvaient végéter longtemps s'ils ne trouvaient pas des moyens de s'en sortir. Les fils des pauvres paysans de la Sicile grandissaient, la révolte dans l'âme. Ils n'avaient que mépris pour leurs parents qui courbaient l'échine et consentaient à finir leurs jours dans l'humiliation des tandis. Il faut s'en sortir. Par quels moyens ? Qu'importe ! Vers les années 30, la grande majorité des délinquants juvéniles se recrutaient parmi les Italiens de la seconde génération. Il y avait ceux qui, malgré la délinquance et par la délinquance, réalisaient le rêve de tous les Américains: faire fortune. L'époque de la prohibition a fourni à des milliers d'Italiens la chance de leur vie. On parle beaucoup de la Mafia. Cette fraternité du mal est devenue d'un des mythes les plus puissants de l'imagerie américaine.

Des journalistes ont fait fortune avec des ouvrages et des révélations sur la gigantesque conspiration de cette société secrète. « On n'a pu cependant rien prouver. On en est à des ouï-dire et à des suppositions concernant cette société secrète qui pèse lourdement sur la vie américaine » me déclara le professeur Daniel Bell. Certes, M. Frédéric Sondern, Jr., auteur d'un best-seller sur la Mafia, établit des rapports de parenté entre tous les malfaiteurs italiens qu'on a surpris dans une réunion à Apalachin. Cependant, quand Costello et Luciano faisaient sentir leur puissance dans les années 30, ils ne participaient sûrement pas à une conspiration occulte. Comme toute minorité, le groupe italien fut et est encore divisé et subit des pressions souvent contradictoires. Ce groupe peut présenter un front commun face à une force extérieure surtout si cette force est hostile ou redoutable. Au début du New Deal, des Italiens qui régnaient sur d'immenses fortunes amassées par des trafics et des activités illicites de toutes sortes : prostitution, contrebande d'alcool, jeu . . . voulaient profiter de la puissance que pouvait leur accorder leurs nouveaux capitaux. Sans se concerter, ils ont pris la décision d'investir leur argent dans la politique. Quand Costello est entré en action, les politiciens locaux commençaient à perdre des appuis financiers essentiels. En effet, les grandes compagnies de transport et de construction ne s'intéressaient plus aux marchés locaux et aux entreprises limitées que leur offraient les municipalités. Elles commençaient à s'intéresser à la politique nationale et pouvaient souvent se passer du patronage traditionnel. Il leur suffisait d'avoir les bonnes grâces du gouvernement en contribuant à sa trésorerie centrale. Ceci laissait la porte ouverte à l'entrée des trafiquants dans les machines politiques locales. Costello a commencé à faire le siège de Tammany Hall. On sait que plusieurs juges d'origine italienne lui doivent leur nomination à la Cour. Ce qui est encore plus paradoxal, c'est que sans ce renouvellement des ressources financières des machines électorales, le parti de Roosevelt aurait eu du mal à se faire élire. Et l'ironie du sort veut que l'argent gagné et souscrit illicitement à la cause du parti démocrate permette ou en tout cas facilite la réalisation du New Deal. Si le Big Business avait eu son mot à dire, Roosevelt aurait sans doute trouvé des obstacles plus considérables sur son chemin.

Avec la puissance politique, la pègre s'est mise à l'école des bonnes manières. Les trafiquants achetaient des boîtes de nuit des plus chics, résidaient dans les banlieues les plus paisibles et participaient d'une manière ostentatoire aux oeuvres de charité. Ils avaient de moins en moins recours à la violence. En un mot le crime s'embourgeoisait. Un autre phénomène devenait de plus en plus important dans le groupe italien : le trafiquant perdait le halo de puissance qu'il était l'unique à posséder dans sa communauté. D'autres réussites offraient aux jeunes américains d'origine italienne des exemples à suivre. En plus des Frank Sinatra et de toutes les vedettes du spectacle, on assistait à une moisson de plus en plus considérable d'intellectuels, de professionnels et d'hommes d'affaires italiens qui ont vu s'ouvrir devant eux les portes d'une société fermée sans avoir à faire leurs preuves dans l'anti-chambre des affaires illicites.

Depuis le début de la deuxième guerre mondiale, la société américaine a subi des transformations profondes. Une certaine stabilisation industrielle enlevait aux trafiquants une grande partie de leur champ d'action. D'autre part, le changement des moeurs donnait des formes nouvelles à la prostitution. L'âge avancé du mariage limitait considérablement la fréquentation des maisons closes par les adolescents. Ces maisons, du reste, sont complètement disparues et le commerce des corps est devenu un trafic artisanal dispensé à une clientèle de luxe. Les « call-girls » ont remplacé les femmes de rue. Les proxénètes abandonnent petit à petit un commerce qui devient de moins en moins rentable.

Avènement des Noirs

Le crime comme facteur social puissant a pris depuis une vingtaine d'années trois formes nouvelles, ce qui décrit en quelque sorte la direction que prend la société américaine elle-même. La moitié des crimes commis ont pour auteurs des personnes qui ont moins de 25 ans. La délin-

quance juvénile n'est pas un problème proprement américain. C'est le problème de toutes les sociétés où l'industrialisation apporte des transformations rapides et brise les cadres traditionnels de la société sans les remplacer. D'autre part, le jeu est devenu la base même de toutes les activités illicites et, de plus, de nouveaux groupes ethniques annoncent avec fracas leur entrées en scène. Cette fois, ce ne sont plus uniquement de récents immigrants qui revendiquent leurs droits à la vie et leur place sous le soleil. C'est un groupe nombreux qui a pris conscience de sa force et de ses droits : les Noirs. On a remarqué, par exemple, que dans des villes comme Détroit où les Noirs représentent 17% de la population, le nombre de Noirs arrêtés pour des vols à main-armée est de 2½% supérieur à celui des Blancs arrêtés pour le même délit.

Dans la région de Chicago, c'est à Bronzeville, agglomération noire, que le plus grand nombre de crimes sont perpétrés. A Atlanta, où les Noirs représentent le tiers de la population, ceux-ci sont responsables de 75% des crimes commis.

Les conclusions qu'on peut tirer de telles statistiques ne doivent pas nous inciter à porter un jugement collectif sur les Noirs. Dans leur cas, le crime est devenu une forme de la lutte des classes. Il ne faut pas oublier par ailleurs que les Noirs revendiquent leurs droits par des moyens beaucoup moins négatifs et évidemment beaucoup plus efficaces. La majorité des jeunes révoltés ne grossit pas les rangs des bandes de voyous mais suit des mots d'ordre de Martin Luther King, adepte des méthodes de résistance pacifique et de désobéissance civile à la Ghandi. Il n'en demeure pas moins que des jeunes et des moins jeunes délinquants noirs expriment par leurs délits une révolte anarchique et désespérée.

Le crime représente aussi de la part des classes défavorisées l'impatient désir de changement. On a l'impression qu'il s'agit là d'un cycle répétitif dans la vie sociale américaine. Le rôle dévolu aux Irlandais défavorisés il y a une soixantaine d'années est celui que subissent et se mettent à jouer les Noirs. Et déjà d'autres groupes encore plus défavorisés leur emboîtent le pas, et, en fait, les Porto-Ricains sont, dans les taudis étouffants de New York, les adeptes les plus actifs des bandes de voyous. Les délinquants noirs indiquent aussi un autre élément auquel on a assisté dans les autres groupes — le désir d'avancer matériellement.

Les portes de la prospérité abondamment dispensée aux Américains sont à peine entr'ouvertes pour les Noirs. Ceux-ci ne veulent plus être les laissés pour compte, les inacceptés. Ils veulent faire leur entrée dans le concert d'une collectivité où le gain assure un statut social. En d'autres mots, les Noirs veulent avoir le droit d'appartenir à la classe moyenne américaine.

Crime et capitalisme

Pendant la guerre, une autre transformation profonde a bouleversé les coutumes et les us de la société américaine et a donné un sens nouveau et une direction différente au crime. Le jeu est devenu la base même de toutes les activités illicites. Cinquante millions d'Américains participent d'une manière ou d'une autre au jeu organisé mais illégal. Les Américains n'ont qu'à moitié rejeté le jeu et ne l'ont que mollement inclus parmi les activités interdites. De temps en temps, le hasard est mis au service des bonnes causes. Les bingos furent de tout temps utilisés pour recueillir de l'argent pour les oeuvres. Plusieurs circonstances ont donné au jeu l'extension considérable qu'il a connu pendant la deuxième guerre mondiale et qui a acquis des dimensions sans précédent depuis la fin de la guerre. Le crime en quelque sorte a suivi le mouvement du capitalisme américain lui-même. Il y a un demi siècle, l'accent était mis sur la production par ce capitalisme et les trafics dans l'industrie étaient des mieux organisés et des plus courants. Mais le capitalisme a mis tout son poids dans la direction de la consommation; le crime a suivi la même voie. Certes, le jeu a toujours existé d'une manière organisée aux Etats-Unis mais pendant la guerre des facteurs lui ont donné une relance invraisemblable. Il y avait d'une part des sommes énormes d'argent souvent gagnées rapidement. Les tenants de ces capitaux facilement acquis trouvaient des difficultés à les consommer. La guerre rendait les voyages luxueux presqu'impossibles et à l'intérieur même des Etats-Unis les mondanités étaient trop limitées pour offrir des débouchés suffisants aux nouveaux riches. Le jeu était le recours le plus facile pour que cet argent puisse changer de mains. Il offrait le divertissement, l'exaltation, les sensations fortes que les croisières et les pays exotiques auraient pu dispenser.

Le crime s'est aussi démocratisé. Il y avait en effet des milliers et des milliers de petits joueurs. Il s'agissait de simples consommateurs, le menu fretin d'une gigantesque entreprise aux dimensions nationales. Mais ce sont ces milliers de petits participants qui faisaient vivre l'immense édifice du jeu organisé. Il faut ajouter que le jeu organisé faisait vivre une nombreuse clientèle. Les preneurs de livres, les informateurs disséminés aux quatre coins des Etats-Unis constituaient une armée de 400,000 personnes dont 50,000 d'une importance plus que moyenne. Mais la somme d'argent dépensée est encore plus considérable. L'ancien Procureur-Général des Etats-Unis, M. William Rogers, estimait que les trafics de toutes sortes fournissaient des bénéfices atteignant vingt milliards de dollars par année dont la moitié provient du jeu. M. J. Edgar Hoover, directeur du F.B.I., estime le montant à vingt-deux milliards, dont onze est le produit du jeu.

Ces chiffres semblent très conservateurs à Milton Wessel qui a présidé « The United States Attorney-general's Special Group on Organized Crime ». Selon lui, le public américain dépense chaque année dans le jeu seulement quarante-cinq milliards de dollars. Le bénéfice de la pègre atteint neuf milliards. Ce bénéfice n'est pas tout à fait net puisque la moitié de cette somme est dépensée pour s'assurer la protection de la police, des autorités municipales, des politiciens. Ainsi, cinq milliards de dollars sont investis chaque année dans la corruption. D'autre part, si on prend en considération que le prix de vente en gros de toutes les voitures produites à Détroit atteint chaque année une dizaine de milliards de dollars, on arrive à la conclusion que le jeu dépasse la première industrie américaine dans son importance et dans son rendement sur le plan matériel.

Une société sans but

Le jeu est aussi le centre névralgique d'un grand nombre d'autres trafics illicites. Il sert de banque et d'agence de financement pour le trafic des stupéfiants. L'argent gagné dans ce trafic est parfois canalisé dans le jeu et ce sont souvent les mêmes personnes qui manipulent dans les coulisses les trafics du jeu et des stupéfiants. Mais le trafic des stupéfiants, malgré son importance, est avant tout une entreprise internationale aux ramifications qui mettent en rapport des agents de tous les pays. Ce trafic ne joue pas un rôle particulier au sein de la société américaine, rôle différent de celui qu'on constate par exemple dans les pays européens, sauf que c'est aux Etats-Unis que se trouve le grand marché de consommation.

L'importance sociale du jeu ne dépend pas en premier lieu des rapports entre le jeu et les autres formes du crime. Elle tient surtout au nombre considérable d'Américains qui s'adonnent à une activité frénétique mais improductive. Quand des millions de personnes passent leur temps à dépenser une énergie folle dans des entreprises infructueuses, cela marque sur le plan social un dynamisme mal dirigé et une fausse frénésie qui couvrent mal la détresse d'une société qui semble tourner en rond; une société sans but. Ainsi, dans cette grande société de l'abondance, la prospérité semble mener droit à l'impasse. Cette stérilité devient d'autant plus grave que, sur le plan mondial, les Américains doivent faire face à un défi sans précédent dans l'histoire humaine. Au moment où des sociétés s'édifient en Chine et en Russie sur le travail acharné et l'organisation méticuleuse de tous les efforts et sur une discipline sans faille, il est pour le moins malheureux que des millions d'Américains passent leur temps dans ce que M. James Carroll, l'un des maîtres du jeu, qualifiait, devant une commission d'enquête sénatoriale, « ce qui donne la substance au rêve éveillé des Américains ». Il faut dire que le jeu perd beaucoup de son importance depuis quelques années. Les voyages sont devenus une occupation de plus en plus répandue parmi les Américains qui ne se contentent plus d'aller visiter les merveilles de Rome ou de Paris mais qui vont jusqu'à l'Inde et jusqu'à Tahiti chercher des émotions fortes que peuvent leur procurer les loisirs et l'argent. Certes, les mesures légales, le contrôle par les autorités et la surveillance de la police sont nécessaires mais tant que des millions d'hommes et de femmes éprouvent le besoin de dépenser leurs économies dans le jeu, il y aura toujours des manipulateurs habiles qui sauront détourner les lois, soudoyer les personnes qui ont pour mission de veiller à leur respect et s'assurer des silences protecteurs d'hommes en place qui acceptent de fermer les yeux et reçoivent en échange de leur abstention une substantielle compensation.

Le flot se résorbe

Il serait erroné de penser que les groupes ethniques dans leur ensemble ont été touchés par les activités illicites de certains de leurs membres. Le crime n'a touché en vérité qu'une petite minorité, que ce soit chez les Irlandais, chez les Juifs ou chez les Italiens. Les autres ont vaqué normalement à leur besogne et ont essayé, par un effort soutenu, par le travail ou par l'étude, d'améliorer leur sort ou le sort de leurs enfants. Pendant un certain temps, les criminels ont occupé la vedette puisque leur réussite rapide les posaient comme l'idéal du succès facile et de la fortune acquise sans grand effort. L'heure de gloire des manipulateurs de tout acabit fut de courte durée — l'espace d'un moment, ce moment qui permit aux jeunes plus rigoureux, plus honnêtes et surtout plus patients, de donner un autre exemple de réussite. Avec Kennedy, pour la première fois, un Irlandais est devenu président des Etats-Unis. Dans la structure sociale rigide des Etats-Unis, cela représentait sans doute une révolution d'une importance aussi considérable que l'ascension au pouvoir d'un catholique. Les Irlandais étaient ainsi admis de plain-pied dans le club fermé de l'élite au pouvoir. Cela indique la voie à suivre pour les autres groupes. C'est le gage d'un progrès inévitable qui autorise tous les espoirs des Italiens, des Slaves, des Juifs et même des Noirs. La démocratisation réelle de la société américaine sonne le glas d'une époque où l'illégalité était la seule voie que pouvait emprunter les minorités défavorisées pour acquérir ne fût-ce que des miettes de la grande abondance de cette terre nouvelle.

(Suite à la page couverture)

KITTIE BRUNEAU, PEINTRE

par Jacques de ROUSSAN

Le peintre Kittie Bruneau est né à Montréal d'un père courtier en bourse. Dès sa jeunesse, elle aime dessiner. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que, à l'âge de 16 ans, elle entre en 1945 à l'Ecole des Beaux-Arts de Montréal. Elle apprend la décoration, le dessin, le modelage mais, à cette époque-là, on ne commençait à enseigner la peinture qu'après quatre ans d'études. La discipline qui régnait alors dans cette institution était stricte et l'atmosphère, contrainte. Elle supporte mal le climat de l'Ecole et part étudier la peinture dans un atelier dirigé par Ghita Caiserman et son mari, Alfred Pinski. Mme Caiserman donnait ses cours en faisant disséquer par ses élèves les peintures de Picasso. C'est vraiment de cette manière que Kittie Bruneau comprit ce qu'est la composition picturale.

A 19 ans, Kittie Bruneau se désintéresse quelque peu de la peinture pour se consacrer à la danse avec MM. Sellier et Lorrain qui venaient d'ouvrir une école à Montréal. En 1950, elle part à Paris avec l'intention ferme de se perfectionner dans le ballet et de reprendre la peinture. Mais, arrivée dans la capitale française, elle renonce à ce dernier projet à cause du trop grand nombre de peintres qui pullulent dans la Ville Lumière. Elle est effrayée. Elle étudia donc la danse classique avec Olga Preobrajinska et Boris Kniazeff. Partie pour deux ans, elle décide néanmoins de rester plus longtemps et, afin de gagner sa vie, fait plusieurs tournées en province et participe à des spectacles à Paris même. Elle a ainsi l'occasion de faire partie du Ballet de l'Etoile et de danser sous l'égide de Serge Lifar. Elle danse également pour Béjart dans son premier ballet en musique concrète, Symphonie pour un homme seul.

Après un bref séjour de six mois à Montréal, elle retourne en France non sans avoir fait quelques apparitions à Radio-Canada avec la troupe de Mme Chiriaeff. Elle recommence à peindre : des toiles figuratives. En 1958, elle revient définitivement au Canada et s'installe d'abord à Sainte-Adèle. Sa peinture devient beaucoup plus abstraite. Peu satisfaite de son travail, elle détruit toutes ses toiles et vient s'installer à Montréal où elle est influencée surtout par les oeuvres des peintres Bazaine et Menessier qu'elle étudie avec passion. En 1960, elle expose pour la première fois à la Galerie Libre. Mais, fatiguée de la ville, elle s'enfuit en Gaspésie et entreprend de faire également de la sculpture avec le procédé de la cire perdue. Elle reporte son expérience en sculpture sur ses toiles qui ont dès lors une dimension jusque là inconnue chez elle. Sur l'île Bonaventure où elle habite la plupart du temps, elle découvre un autre monde. Pour elle, c'est une nouvelle naissance dont la mystique se reflète désormais dans ses tableaux. Au cours des dernières années, outre la Galerie Libre, elle expose à la Galerie Morton et à la Galerie Etable du musée des Beaux-Arts et participe à plusieurs expositions de groupe comme le Salon du printemps, le Salon de la jeune peinture, les Femmes-Peintres, la Relève, les Non-figuratifs.

Le cercle est la forme première d'où partent toutes les autres

Dans les peintures de Kittie Bruneau, il y a un thème qui domine comme expression, c'est celui du cercle qu'on retrouve souvent dans ses toiles. Il est une figure descriptive principale et essentielle. C'est sa manière à elle — même si c'est une expression à l'échelle universelle — de retourner dans le ventre maternel, au sein de tout commencement, pour y retrouver un sentiment profond de sécurité. Ce sentiment, elle affirme qu'il lui a manqué dans ses jeunes années et que, jusque dans son subconscient, elle est obsédée de ne pas en posséder la plénitude. « Le cercle, d'après un sculpteur de New York, c'est la forme première d'où partent toutes les autres, même la droite. » Elle a fait sienne cette définition, à un point tel que le cercle est pour elle une forme perpétuelle de recommencement. Chaque fois qu'elle repart à zéro, c'est-à-dire à chacune de ses périodes picturales, elle recommence

avec un rond dont le dessin est le premier geste qu'elle pose sur la toile. Le reste de la composition est fonction de cette prise de position immédiate.

Mais elle ne s'enferme pas dans ce cercle d'où elle craindrait de ne pouvoir s'échapper, ce qui lui imposerait des limites très restrictives d'où il en résulterait une peinture qu'elle jugerait très mauvaise. Ce qui ne l'a pas empêchée avant 1960 de composer des toiles abstraites d'où le cercle est pratiquement absent sous sa forme expressionniste mais c'est à cette époque-là justement qu'elle prit conscience de cette absence à laquelle elle s'empressa de remédier dans ses toiles des années subséquentes.

C'est principalement dans ses personnages qu'on dirait venus d'une planète Mars imaginaire qu'elle a imposé dans son oeuvre des formes circulaires surtout blanches. Mais, comme elle veut échapper à cette hantise du manque de sécurité, elle remplace — peu à peu — le cercle par des graffiti qui lui permettent plus de liberté dans la composition. Le cercle suggère quelque chose de fini par lui-même, aussi est-il extrêmement difficile d'échapper à sa force centripète, à son pouvoir d'attraction.

Ce sont les enfants qui sont les maîtres du rond. Pour eux, un cercle veut tout dire. C'est un commencement et c'est une fin. Ils font un rond et ils ont une peinture qui, pour eux, est complète à moins qu'on veuille absolument tenir compte des accessoires qu'ils peuvent y ajouter, tout comme Kittie Bruneau. Mais, à la différence des enfants qui conçoivent leurs cercles sur les deux dimensions du plan, Kittie Bruneau voit alors une boule dotée des trois dimensions de l'espace. C'est peut-être parce qu'elle a fait et continue toujours de faire de la sculpture. L'espace a une grande importance dans ses toiles et est créé par les oppositions de couleurs dans sa couche de fond. Et le cercle qu'elle pose ensuite en premier geste affirme d'une façon péremptoire sa volonté de faire vibrer cet espace à la dimension du monde qu'elle imagine. Pourtant elle n'hésite pas à se laisser influencer par les dessins naïfs que fait sa fillette : le surnaturel qui flotte dans l'esprit de l'esprit est aussi le sien, à la différence d'âge près. Mais l'enfant ne connaît pas le fantastique, et Kittie Bruneau non plus : le merveilleux entre seul en ligne de compte, tout en pouvant être exprimé d'une manière quelque peu caricaturale. Ces personnages ne sont pas des . . . Martiens mais bien plutôt des personnages d'une légende qu'elle inventerait ou encore qu'elle sentirait par intuition vivre dans un monde en marge de celui qu'elle fréquente au sens biologique du mot. C'est une manière de surréalisme qui ne fait pas pour autant de Kittie Bruneau une intellectuelle en matière de peinture mais bien une intuitive.

D'ailleurs, en elle-même, elle sent combien elle est profondément surréaliste et combien le thème de l'oeuf, également cher à Dali, la hante. Certes, elle n'aime pas Dali mais elle se sent sa disciple dans la façon de concevoir une oeuvre. A son avis, on oublie trop la valeur intrinsèque d'une peinture pour n'en voir que la simple extériorisation du coup de pinceau. Ce sentiment de vie profonde qu'on ressent en regardant ses toiles est sans nul doute occasionné par les couleurs employées, des couleurs à la mesure de la nature au sein de laquelle elle aime vivre. Le blanc, c'est le symbole du surnaturel, des fantômes et des draps blancs; c'est aussi la Gaspésie avec ses mouettes aux mouvements si purs et qui se détachent sur un fond de mer bleu intense. C'est aussi une couleur sacrée ou encore la neige, l'hiver, sur l'île Bonaventure, loin du monde, en toute pureté d'esprit; c'est encore cette solitude qui, si elle a déjà été un fardeau, ne l'est plus maintenant car elle en est sortie justement parce qu'elle a appris à y faire face et à en jouir. Les graffiti aussi sont le vol des oiseaux et ils expriment une libération. C'est pour Kittie Bruneau un symbole de vitalité qui en est une de l'esprit et non pas tellement du corps physique. Et le blanc, toujours ce blanc fascinant dont la présence est même quelquefois discrète, c'est encore la fuite de la ville vers la pureté magique de l'île qui lui donne la possibilité et le temps de penser, sans pratiquement aucune des affectations de la civilisation de masse. Le merveilleux, ce sont les « retrouvailles » dans le monde féérique de la pensée.

Le blanc, elle le garde au fond d'elle-même, quoiqu'elle en abandonne de plus en plus la représentation sous forme de cercle tel que les enfants voient les êtres humains. C'est le na:f dans toute son horreur car l'homme, alors, devient inhumain et si caricatural qu'il en est grotesque . . .

Le mélange d'humour et d'horreur

Les personnages de Kittie Bruneau représentent dans son esprit bien autre chose que de simples bonshommes. Ils peuvent exprimer l'humour, la joie, l'horreur, la simplicité. On vit dans un siècle qui est par lui-même une époque horrible : la guerre, les camps de concentration, les massacres organisés, la bombe atomique. L'homme se débat dans l'enfer qu'il a créé. Sans grand espoir de vaincre. Au départ, il est perdant. Kittie Bruneau décide qu'il faut prendre le parti d'en rire. La seule façon de s'en tirer, au niveau de l'humain, est de faire appel au rire et non pas aux pleurs, au désespoir. Le rire est si communicatif dans toutes ses formes. Au lieu d'enterrer un cadavre, on fait rire un bonhomme. C'est une réaction contre le pessimisme, contre le réalisme. Elle veut donner de l'espoir à ses personnages et par leur intermédiaire, en dépit du fait que l'hom-

me devient de plus en plus pessimiste et qu'il s'en retourne vers l'état purement animal, dans son comportement et ses réactions face au monde qui est actuellement le sien. Donc elle ne cherche aucune analogie avec d'hypothétiques Martiens. L'homme est son seul propos même si — inconsciemment— elle se cherche un nouveau type d'humain que peut-être on pourrait découvrir sur un monde lointain ayant échappé à nos traumatismes de névrosés. Elle n'est pas attirée par les soucoupes volantes et autres phénomènes qu'on dit extra-terrestres mais tout simplement par la Lune, comme le Pierrot de la comédie italienne.

Cette recherche d'un monde inconnu de nous la rend très sensible à l'âme humaine et aussi à son corps car, morphologiquement, son inconnu se rattache indiscutablement à l'humain. Un peu à la façon des bandes dessinées vers lesquelles, sur le plan de la spéculation de l'esprit, elle se sent très attirée. Dans ces dessins populaires, elle y voit deux représentations humaines assez contradictoires de prime abord : l'humour et l'horreur qui font là bon ménage pour l'édification des gens simples. Les personnages, types de héros préfabriqués en série, sont autant de caricatures de l'homme, tout comme les siens. A chaque épisode, le héros s'en sert par une pirouette qui dénote la caricature de sa propre vanité et qui rit en quelque sorte de lui-même, grossièrement satisfait de l'aspect humain qu'il incarne.

Le peintre face à la société moderne

La peinture est, selon Kittie Bruneau, une forme d'art ridicule dans ce monde où seul l'argent prend de plus en plus la prépondérance dans les motivations de l'homme. La peinture n'en est pas une qui fait de l'argent. Evidemment, sur le plan matériel, elle aimerait vivre raisonnablement du fruit de ses oeuvres mais c'est, en fin de compte, trop demander à un artiste de se plier à cette commercialisation consciente de son esprit. Au Canada, et principalement à Montréal, c'est l'abstraction qui est critère de réussite, un critère aujourd'hui de tout repos. Les peintres qui suivent cette expression picturale ont certes bien des difficultés mais ils naviguent dans la ligne de force actuelle : celle que le public leur a finalement imposée. Motivation valable, solution valable mais qui ne satisfait plus Kittie Bruneau. Elle n'hésite pas à dire que, à l'époque où elle était peintre abstrait, elle n'était pas sincère vis-à-vis d'elle même. Tout du moins, c'est ce qu'elle considère maintenant. Pour elle, sur un plan très général, il y a de la bonne et de la mauvaise peinture et c'est seulement par un examen attentif et sans relâche qu'on peut se faire une idée approximativement juste . . . Il y a cent chemins qui sont valables en même temps à notre époque et non plus un ou deux seulement comme au temps où les académistes résistaient aux impressionnistes. Ainsi, à New York, il y a Kokoschka et son expressionnisme tellement à l'opposé du Pop Art, mais il y a également Rauchenberg : les deux passionnent Kittie Bruneau autant l'un que l'autre et la fascinent, et pourtant leurs voies sont bien différentes.

Les influences extérieures dans le langage pictural de Kittie Bruneau

C'est Goya, l'immortel Goya, qui est son peintre préféré, principalement par ses recherches jamais terminées sur les gens, sur les différents aspects du comportement humain. Aussi à cause des réactions violentes qu'il a eues devant la guerre et ses horreurs qui poussent l'homme à la limite extrême de la bestialité, mais aussi à des actions où l'humanité et la compassion se font jour, même sous des dehors un peu frustres. Kittie Bruneau est autant influencée par les sujets qu'il a développés que par sa façon de voir les choses, surtout dans les dessins du maître. Elle dessine elle-même beaucoup : des études, des projets dans lesquels on trouve beaucoup plus de points de résonance avec Goya que dans ses tableaux.

Mais c'est avec Picasso qu'elle admire l'homme et son destin d'artiste hors pair. Elle admire tout ce qu'il fait, qu'il compose au crayon ou au pinceau. Tout. C'est l'oeuvre entière qu'elle aime, sans restriction. Elle a pourtant un faible pour sa suite sur les minotaures où le surnaturel surgit à chaque trait. Pour Kittie Bruneau, les dessins de Picasso sont d'une extrême compétence, probablement les meilleurs jamais encore exécutés en ce XXe siècle. Il y a en lui beaucoup plus que de la simple habileté et que de la spéculation intellectuelle. C'est le génie par excellence de ce siècle où l'humanité se cherche de nouvelles voies. Tout ce que Picasso a essayé, il a eu régulièrement le courage de l'oublier et de recommencer chaque fois avec des yeux et un esprit tout neufs.

Quand elle séjourna à Paris, Kittie Bruneau a beaucoup été influencée par Chaïm Soutine dans ses paysages et ses portraits si caractéristiques. C'est le point de vue technique qui attira Kittie Bruneau vers ce peintre. Et puis, dans d'autres siècles, il y a Brueghel l'Ancien et tout le côté fantastique de son oeuvre, sants compter Hieronymus Bosch si . . . extraordinaire et si puissant.

Même s'il est le maître moderne du rurréalisme, Dali touche moins Kittie Bruneau qu'on pourrait le croire tout d'abord, mais Klee est important pour elle et l'a influencée profondément. Ce dernier a une expression picturale bien à lui : il a redécouvert pour le monde actuel le dessin des enfants, il a transposé leur symbolisme et a réussi à retrouver leur pureté innocente qui, sub-

séquemment, ont influencé tous les autres peintres abstraits, qu'ils s'en défendent ou non. Il a recréé de nouveaux états d'âme dont le monde moderne avait tant besoin pour prendre conscience de ses errements et de ses impuretés acquises.

Les contrastes offerts par les couleurs

Chaque couleur représente un état d'âme et le reflète dans son extériorité d'une façon symbolique. Le rouge, c'est aussi l'amour que la joie mais, pour Kittie Bruneau, c'est également le surnaturel et l'horreur . . . un peu sur fond d'apocalypse. Elle fait ses couleurs elle-même à partir de pigments qu'elle mélange selon l'effet qu'elle veut obtenir. Ce qui leur donne probablement cet éclat qu'on constate sur les toiles qu'elle peint et ce naturel qu'on distingue avec tant de netteté. Le bleu, c'est la mer avec toute son intensité du commencement de la vie. L'ocre, c'est la terre, la roche, tout ce qui est organique et qui vit à un rythme latent. Les couleurs qu'elle emploie seront totalement différentes selon qu'elle peint à Montréal ou sur l'île Bonaventure. C'est ni plus ni moins qu'une question de lumière et d'ambiance. Si elle travaille à Montréal, les couleurs seront atténuées dans leur intensité. Sur l'île, elles seront plus crues dans leur nudité. En France, elle était incapable d'employer le rouge : ça ne marchait pas. Plus exactement, elle ne pouvait pas employer les mêmes tons de couleurs dont elle se sert au Canada. Il y a là une impossibilité dans la perception visuelle et dans le cheminement de la transposition des idées.

Kittie Bruneau ne voudrait pas retourner en France pour peindre. Pour ce qu'elle recherche, c'est un monde trop civilisé, trop dépourvu de merveilleux. De Montréal en passant par l'île Bonaventure, le terminus d'un tel trajet serait les îles Ioniennes à cause de la pureté des moeurs de cette société insulaire dont les caractères sont encore primitifs et pleins de sève naturelle. Les gens y sont simples et vivent en prenant tout leur temps et, en même temps, avec une intensité qu'on ne connaît plus dans notre civilisation urbaine. L'homme a été arraché à la nature qui est son milieu véritable; il est, selon l'oeuvre de Vercors, un animal dénaturé et, inconsciemment, part en quête d'un paradis perdu dont le souvenir s'estompe. C'est pourquoi certains de ses frères osent se précipiter vers les vieilles maisons, les vieux meubles, les îles Ioniennes, la pureté et aussi l'amour pour se cacher à eux-mêmes l'éventail de leurs misères et la caricature de leurs gestes.

Au Canada, la nature est trop faite de contrastes pour Kittie Bruneau. Il n'y a pas assez de gris, de demi-tons, de nuances. Ceci surtout dans les villes. Ce sont les Indiens et leur mode de vie ancestral qui influent sur la façon qu'a Kittie Bruneau de considérer ce qui existe autour d'elle. Ils emploient des couleurs naturelles, végétales et minérales, font des teintures avec des herbes et des terres qui sont très franches, très proches de la nature, pas retouchées par la main alchimique de l'homme. Le rouge, le bleu, l'ocre sont autant de couleurs inhérentes aux Indiens.

Comme les Indiens, elle est influencée par les éléments naturels que le monde met librement à la disposition de l'homme et qui sont à la base de la plupart de ses croyances religieuses et mystiques. L'air, l'espace, l'eau, le feu, le surnaturel sont les divinités domestiques de l'homme primitif dont on a retrouvé l'influence chez ces hommes de l'âge de pierre qui vivent encore en Nouvelle-Guinée et en Australie, comme leurs ancêtres de la préhistoire. Cette conception de la vie a eu des incidences importantes dans l'art de Kittie Bruneau puisqu'elle a composé des toiles dites indiennes, surtout vers 1960, dans sa période abstraite.

Les légendes et les fantômes de l'île Bonaventure

C'est depuis l'été 1961 que Kittie Bruneau a cherché refuge sur l'île Bonaventure, face à l'Atlantique et auprès des oiseaux qui en sont les premiers et qui en seront probablement les derniers habitants. Elle y est chez elle et s'empresse d'y retourner chaque fois qu'elle doit s'en absenter pour quelques semaines, afin de prendre les contacts indispensables que la civilisation lui impose. Elle a aménagé une maison sur le versant sud-ouest de l'île où elle travaille au gré de sa fantaisie. Les gens qui sont ses voisins sont peu nombreux. Il ne reste en tout et pour tout que trois familles. Ce sont des gens bien différents de ceux qui vivent sur la côte parce qu'ils sont et demeurent isolés. Ils ont encore la mentalité et le genre de vie du XIXe siècle. Ces trois familles sont d'origine irlandaise ou encore française des îles Anglo-normandes de la Manche.

Cependant, le tourisme envahissant s'empare peu à peu de sa retraite. On y est constamment dérangé. Quand la dernière famille, que ce soit les Maloney ou les Donahue, aura quitté l'île sous la pression venue de l'extérieur, elle partira aussi. L'île Bonaventure n'aura plus alors aucun charme pour elle. Ce sera la fin d'un monde, d'une manière de vivre et de penser.

Ce sera aussi la fin des légendes qui circulent dans l'île. Sous le manteau, on y parle d'une sorcière. Mais, après tout, les Irlandais croient aux fantômes et la projection de leur esprit influe sur l'atmosphère déjà un peu étrange du lieu. Beaucoup de soldats y ont été enterrés : on a retrouvé de vieux os, des boutons et autres reli-

ques, dans un antique cimetière tout ombré de mystère. Pendant la Prohibition, l'île était un repaire de contrebandiers d'alcool et une escale à partir des îles françaises de Saint-Pierre et Miquelon. Les ruines des maisons autrefois pleines de vie donnent un aspect quelque peu bizarre à l'environnement naturel. Kittie Bruneau se complaît dans cette atmosphère surnaturelle. Le soir, quand elle se promène par les sentiers déserts, des hiboux aux yeux phosphorescents viennent voleter autour d'elle et lui tenir compagnie. Ça lui donne un petit frisson dans le dos. La pleine lune . . . les ruines . . . l'ambiance : autant de visions et de sensations qui lui offrent la possibilité de s'échapper dans une dimension hors du quotidien. Il faudrait faire ici un film d'atmosphère, dit-elle.

Quant aux oiseaux, ils ont leur royaume à deux milles plus loin mais ils n'en sont pas moins terriblement présents. Non pas à la Hitchock mais plutôt à la Disney. Et ils évoluent au-dessus d'une végétation luxuriante, parmi laquelle poussent des fleurs qu'on ne retrouve nulle part ailleurs au Canada et qui sont d'une très grande richesse de couleurs. Bref, un monde qui vit replié sur lui-même mais dont l'heure finale va peut-être sonner bientôt pour les hommes en quête d'absolu et de surnaturel. ★

J. de R.

SÉLECTIONS DE DISQUES

J. S. BACH : Trois concertos pour clavecin et orchestre (n. 1, en ré mineur; n. 5, en fa mineur; n. 7, en sol mineur). La soliste est Sylvia Marlowe, qui dirige elle-même le Baroque Chamber Orchestra (Decca stéréo 710104; mono 10104).

Ce très beau disque a le mérite de réunir les deux concertos de clavecin les plus appréciés de J. S. Bach : le premier et le cinquième. Le dernier de la série, le septième, complète l'enregistrement. La soliste, Sylvia Marlowe, est reconnue par plusieurs critiques comme la grande dame du clavecin en Amérique. Son jeu est précis, ciselé et d'une régularité rythmique exceptionnelle. L'enregistrement est d'une grande clarté et l'équilibre entre le clavecin et l'orchestre est excellent. Le tout constitue véritablement une musique de libération spirituelle.

* * *

SCHUBERT : Messe n. 6, en mi bémol majeur; l'orchestre et le choeur Musica Aeterna sont dirigés par Frédéric Waldman (Decca stéréo 79422; mono 9422).

Schubert a composé six messes pour orchestre et choeur. Celle que nous recensons ici est la dernière et la plus importante dans son oeuvre. Elle fut terminée quelques semaines avant sa mort, en 1828, alors qu'il n'avait que trente et un ans; c'est donc une oeuvre de maturité qui met en lumière toutes les possibilités de son étrange génie. On peut affirmer sans hésiter que nous avons là de la grande musique religieuse, marquée au coin d'une haute inspiration et d'une vraie dévotion; elle peut être comparée au Requiem de Fauré ou à la messe en fa mineur de Bruckner. Comme il faut s'y attendre de Schubert, l'oeuvre est surtout remarquable par la richesse mélodique. L'enregistrement DECCA est bien mené et le son de la version monaurale, que nous avons en mains, est déjà très clair. Nous recommandons néanmoins la version stéréophonique qui doit mettre dans un relief plus saisissat le dialogue entre les choeurs et l'orchestre.

* * *

SARASATE : Huit danses espagnoles (op. 21-26); Navarra pour deux violons (op. 33); Caprice basque (op. 24); Introduction et Tarentelle (op. 43). Le violoniste Aaron Rosand, accompagné au piano par Michal Walevski (Vox stéréo 512. 760; mono 12.760).

Pablo de Sarasate est un violoniste espagnol qui, comme Paganini, a incarné une légende et une époque de la musique pour violon. Son oeuvre ne constitue pas un moment très important de l'univers musical mais ses pièces demeurent des démonstrations inégalées de virtuosité. Seul un violoniste de premier ordre peut se risquer à l'aborder. Aaron Rosand a la trempe qu'il faut. Ce jeune artiste juif est sûrement l'un des plus grands violonistes actuels; il est surprenant de constater qu'il ne soit pas plus connu; nous croyons personnellement qu'il peut supporter la comparaison avec des maîtres incontestés comme Heifetz et Oistrakh. La qualité de son timbre et la précision de son jeu sont véritablement phénoménales. Nous recommandons fortement ce disque qui sera pour plusieurs mélomanes une révélation.

* * *

SCARLATTI : Douze sonates interprétées par le pianiste Vladimir Horowitz (Columbia stéréo MS-6658; mono ML-6058).

Ce disque se présente comme le premier d'une série qui veut réaliser l'intégrale de sonates pour clavecin (ou piano) de Domenico Scarlatti. Le nombre impressionnant de ces sonates (plus de trois cents) et la valeur de l'interprète Horowitz justifient les critiques de voir en cette réalisation l'un des événements marquants de la musique enregistrée. Seuls les mélomanes invétérés seront intéressés à se procurer l'intégrale, mais ce premier long-jeu donne le ton général et c'est un disque à acquérir.

* * *

CLAUDE LEVEILLEE à la Place des Arts (Columbia stéréo FS-611; mono FL-311); CLAUDE LEVEILLEE à Paris (Columbia mono FL-318).

La chanson canadienne-française est en pleine évolution et c'est heureux; mais tous nos chansonniers ne se valent pas. Dans le foisonnement actuel, Claude Léveillée mène le bal et constitue l'un de nos meilleurs embassadeurs, avec Félix Leclerc et Gilles Vigneault. A côté de nos trop nombreux « fabriquants de chansons » à l'américaine ou à l'européenne, Claude Léveillée apparaît comme l'une des forces vives et authentiques qui nous font honneur. Le succès que connaît Léveillée couronne un grand talent et ses deux derniers disques ne risquent de décevoir personne.

* * *

Autres disques récents présentant un intérêt spécial :

KHACHATURIAN : Concerto de violon avec Szeryng (Mercury SR 90393 / MG 50393).

DEBUSSY : Pelléas et Mélisande avec Ansermet (London OSA1379 / 4379).

SCHOENBERG : Gurre-Lieder avec Chookasian et Leinsdorf (Victor LSC-2781 / LM-2781).

MARIE SAVARD et ses chansons (Apex ALF-1574).

STAN GETZ : Greatest Hits (Prestige S-7337 / 7337).

Jean-Guy GAULIN

***CITÉ LIBRE* est heureuse d'accueillir M. Jean-Guy Gaulin parmi ses chroniqueurs réguliers. M. Gaulin se chargera, à l'occasion, de la recension des principaux disques parus.**

Le directeur

SUITE DE LA PAGE 27

La violence diminue dans la vie américaine. Les statistiques démontrent qu'on a moins recours aux crimes violents que dans le passé. C'est le signe d'une société qui se stabilise. Le crime comme facteur de progression et du mouvement social tend à disparaître. Ce qui ne veut pas dire que le crime comme tel disparaîtra. Le crime organisé perd son ampleur mais le crime subsistera sur un plan individuel avec parfois une organisation plutôt artisanale. Dans d'autres sociétés, comme par exemple au Canada, où la sélection des immigrants fut beaucoup plus rigoureuse qu'aux Etats-Unis et où la politique de leur admission fut mieux planifiée et où les promesses furent moins trompeuses, le microbe du crime contamine plus difficilement les groupes ethniques. On constate que la criminalité est moins répandue parmi les immigrants que parmi les autres Canadiens. Il s'agit là bien sûr de la première génération. Les fils d'immigrants auront plus d'audace et plus d'ambition que leurs parents. Qu'ils dépensent leur énergie d'une manière positive ou non dépendra des possibilités d'avancement que leur offrira la société. La société américaine qui, tout en promettant l'atteinte du *rêve américain* était cadenassée par une rigidité qui donnait à l'élite au pouvoir la toute-puissance de l'exclusivité, a permis et facilité l'implantation du crime. Ainsi l'antidote le plus puissant au crime c'est une authentique démocratisation aussi bien économique que sociale de la société. ★

0089292 M PIERRE TANGUAY 99 99
931 RUE PRATT
MONTREAL 8 PQ CAN

Pour être sûr de ne pas manquer un seul numéro de

CITÉ LIBRE nouvelle série, ON S'ABONNE

BULLETIN D'ABONNEMENT

À remplir et à adresser à : **CITÉ LIBRE, 5090, avenue Papineau, Montréal 34 – Tél. 526-3361**

Veuillez, s.v.p., recevoir du soussigné la somme de

☐ $ 3.50 pour un abonnement ordinaire d'un an à Cité Libre
☐ $ 5.00 pour un abonnement de soutien d'un an à Cité Libre
☐ $10.00 pour un abonnement **de soutien spécial** d'un an à Cité Libre
SPÉCIAL ☐ **$18.00** pour la **collection complète** de la nouvelle série (encore quelques-unes seulement de disponibles), de janvier 1960 à décembre 1965, soit 6 années. Prix régulier $21.00

Au nom de ....

Adresse ....

....

☐ CADEAU
s.v.p. adressez à l'abonné une carte avec mes voeux.

Signé ....

....

Soussigné ....

Adresse ....

....

Complétez votre collection ANCIENS NUMÉROS DE "CITÉ LIBRE" DISPONIBLES

PREMIÈRE SÉRIE
Nos 1 à 23 disponibles à l'exception des nos 1, 2, 3, 4, 5, 7, 11 et 22 épuisés. $0.50 chacun

NOUVELLE SÉRIE
Du numéro 24 au numéro 74 : $0.35 chacun.
A partir du No 75, mars 1965 : $0.50 chacun.